

Médias et Journalisme dans le travail pour la Paix

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng



Construire la Paix



Service Civil Pour la Paix (SCP) / BfdW –
Mano River Region, Grands Lacs d’Afrique
et Cameroun

Construire la Paix

Brot für die Welt – Evangelischer Entwicklungsdienst (BfdW)
(Pain pour le Monde – Service protestant de Développement)
Financé par le BMZ (Bundesministerium für
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand
pour la Coopération Economique)

Médias et Journalisme dans le travail pour la Paix

Brot für die Welt

Brot für die Welt – Evangelischer Entwicklungsdienst (BfdW) –
(Pain pour le Monde – Service protestant de Développement)

Financé par le BMZ (Bundesministerium für
Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung –
Ministère Allemand pour la Coopération Economique)

zfd Ziviler Friedensdienst
Service civil pour la paix

Tous droits réservés pour tous pays

1^{ère} édition, septembre 2015
Copyright © 2015 by SCP/BfdW,
Bafoussam, Berlin

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng
Traduction vers le français : Françoise Guerlin
Photo couverture devant : Jacques Vaghenni
Couverture arrière de gauche à droite : SLADEA/Julia Krojer ;
SLADEA/Adama Sheriff ; SLADEA/Julia Krojer ; Jacques Vaghenni
Production et conception : Eberhard Delius, Berlin
Mise en page : Reih's Satzstudio, Lohmar
Impression : Format, Berlin
Imprime en Allemagne

contact :
Flaubert Djateng : fdjateng9@gmail.com
www.peaceworkafrica.net

Sommaire

Introduction	7
<i>par Flaubert Djateng et Christiane Kayser</i>	
Journalisme en situation de crise, journalisme proactif et journalisme de paix :	9
Quelques bases théoriques <i>par Christiane Kayser</i>	
Le journalisme pour la paix et Boko Haram	30
<i>par Kirthi Jayakumar</i>	
L'internet est afropolitain	34
<i>Interview avec Achille Mbembe</i>	
Médias et responsabilisation	45
<i>par Flaubert Djateng</i>	
Le défi du professionnalisme journalistique dans la région des Grands Lacs	48
<i>par Johanna Wild</i>	
Avec les informations contre la peur : un projet transfrontalier dans les Grands Lacs	52
<i>par Judith Raupp</i>	
Nos pensées et nos souhaits par rapport au journalisme sensible aux conflits	55
<i>par un groupe de journalistes congolais et rwandais</i>	
Mon premier séjour au pays voisin	61
<i>par Maxime Rindiro</i>	

Les présumés ennemis sont devenus mes amis	65
<i>par Reagan Mwanaweka</i>	
Du rôle de la presse en période électorale dans le contexte actuel du Sud-Kivu	67
<i>par Franck Zongwe, Anja Vollendorf, Libwe Mufumbe, Odile Bulabula</i>	
Au Nord-Kivu les radios communautaires apportent leur pierre à l'édifice de la paix localement et dans la région	73
<i>par Jacques Vagheni</i>	
Cameroun : les radios communautaires et la consolidation de la Paix	77
<i>par le Rév Ebai Gustav Tabi & Alexander Vojvoda</i>	
« Les pauvres et les marginalisés se retrouvent sans voix dans ce domaine public monolithique »	85
<i>Une interview de Vinod Pavarala par Alexander Vojvoda</i>	
L'Épopée d'Ogorum : Impliquer la communauté dans le processus de paix	90
<i>par Julius Nzang</i>	
Le Journalisme pour la Paix en situations de crise	94
<i>La Sierra Léone en tant qu'étude de cas par Sheku Kamara & Julia Krojer</i>	
Culture Radio défend le Journalisme pour la Paix en Afrique . . .	104
<i>par Elijah M. I. Gegra, Theophilus Sahr Gbenda & Aminata Finda Massaquoi</i>	

Introduction

Les évènements dans les pays africains où sont actifs les réseaux du Service Civil pour la Paix (SCP) se précipitent ces derniers temps : émergence de menaces terroristes au Cameroun, épidémie Ebola au Liberia et en Sierra Léone, conflits violents continus dans la région des Grands Lacs, présidents qui s'accrochent au pouvoir, classes politiques irresponsables, répression dure de toutes formes d'opposition et violations des droits de la personne avec comme toile de fond paupérisation de larges couches des populations en dépit de l'essor des économies africaines. En parallèle nous constatons également l'émergence de mouvements de jeunes qui se veulent porteurs de changements politiques positifs et qui assument les risques que cela comporte. Les liens avec les jeunes des autres pays à travers le monde permettent également une baisse des préjugés, racismes et complexes entre les uns et les autres. Tout n'est donc pas perdu...

Aujourd'hui les médias, surtout les radios, jouent un rôle primordial pour l'information des populations urbaines et rurales, certaines radios locales se voient également comme espaces d'expression des populations à la base. La complémentarité avec les radios internationales (RFI, BBC, VOA) toujours beaucoup écoutées dans tous les pays, mais qui ont désormais très souvent des correspondants locaux, est aussi importante.

Un facteur essentiel supplémentaire est sans doute que les médias et les réseaux sociaux permettent aux jeunes Africaines et Africains de vivre en contact direct avec le monde entier, de s'exprimer et d'apprendre les uns des autres.

Il n'est donc pas étonnant qu'après des publications sur le plaidoyer, sur les jeunes, sur la recherche-action nous ayons décidé dans cette publication de partager les expériences du travail avec les médias dans nos réseaux et au-delà.

Comme toujours nous avons essayé de reproduire quelques clés théoriques autour du journalisme et des médias en situation de crise sans oublier l'internet et les réseaux sociaux. Nous ne préconisons pas une seule approche mais voulons vous donner les grands principes d'un travail responsable et professionnel dans ce domaine. Les débats sur ce qui est approprié à la situation dans votre zone et votre pays restent ouvert.

En deuxième partie nous reproduisons les expériences de nos collègues africains et professionnels d'appui dans la région des Grands Lacs, au Cameroun et en Sierra Léone. Nous les remercions chaleureusement pour leurs contributions. Leurs articles et interviews permettent d'abord aux uns et aux autres de prendre connaissance du travail local et régional fait dans les différents pays, mais surtout nous espérons qu'ils animeront davantage de lecteurs à partager leurs expériences dans ce domaine.

Comme les expériences du Rwanda, du Burundi, de la RDC mais aussi du Burkina Faso, du Sénégal montrent, le meilleur et le pire peuvent être déclenchés par les médias. Il faut donc des efforts continus pour agir de façon responsable en tant que professionnels tout comme en tant que citoyens actifs sur l'internet. Entre autres il faut se poser les questions suivantes :

A quoi ressemble une information responsable et soutenant le travail de paix dans vos contextes concrets ?

Comment bien informer sur des conflits et menaces sans créer l'hystérie, l'exclusion et envenimer la situation ?

Quels sont les rôles des professionnels des médias d'un côté et des militants dans les réseaux sociaux de l'autre ?

Nous pourrons poster les meilleures contributions sur notre site web www.peaceworkafrica.net.

Bonne lecture à tous!

*Christiane Kayser
Flaubert Djabateng
Septembre 2015*

Journalisme en situation de crise, journalisme proactif et journalisme de paix :

Quelques bases théoriques

*Par Christiane Kayser**

Dans les réseaux du Service Civil pour la Paix (SCP) nous nous sommes rendus compte ces dernières années que la communication et l'information devenaient de plus en plus essentielles dans tout travail de paix. La désinformation, les rumeurs, l'ignorance et les préjugés sont les ennemis jurés d'une paix durable. En même temps les journalistes dans les pays où nous travaillons affrontent des situations difficiles : peu ou pas de possibilités de formation professionnelle, pas d'honoraires ou de salaires, plutôt des financements pour un travail publicitaire pour des organisations, associations, politiciens et autres personnes à l'occasion d'événements publics, très peu de possibilités de faire un journalisme d'investigation, gros risques de se faire harceler, arrêter voir même assassiner.

En même temps les radios et les réseaux sociaux gagnent énormément en importance. Au point où des gouvernements qui se sentent menacés par des mouvements populaires bloquent l'internet et les réseaux sociaux et intimident ou interdisent les radios comme le démontrent les récents exemples début 2015 en RDC et très récemment au Burundi.

Le SCP a depuis longtemps travaillé sur la professionnalisation du journalisme : par le passé le collègue Hans Jörg Enz de Eirene à Bukavu, aujourd'hui Johanna Wild de la GIZ à Kigali, pour Pain pour le Monde Judith Raupp à Goma, Alexander Vojvoda à Buea ne sont que quelques exemples de professionnels d'appui travaillant dans ce domaine.

* Noyau d'accompagnement SCP de Pain pour le Monde

Leur travail et celui de leurs collègues locaux est essentiel. Le travail de Radio Okapi, mais aussi des Radios Tayna, Pole FM, Maendeleo et autres est aussi important que les efforts des nombreuses radios communautaires qui touche à d'autres éléments. Le triste exemple de la radio de la haine Mille Collines au Rwanda démontre que le terrain de la radio doit être occupé par des personnes responsables agissant en faveur de la paix.

Dans les réseaux sociaux il est primordial d'assurer une veille citoyenne et de ne pas tomber dans le populisme et la diffusion de rumeurs. Aux côtés de l'analyse du contexte et de la recherche-action, l'information et la communication sont des outils importants de tout travail de paix.

En même temps il y a un nombre de bases théoriques pour le journalisme dans et autour de situations de crise. Nous voulons vous en présenter quelques-unes ici en insistant sur le fait que nous ne nous limitons pas à une seule approche mais considérons qu'un travail professionnel d'information et de communication incluant des analyses peut se faire de différentes manières mais doit nécessairement barrer la route aux rumeurs, préjugés et exclusions. Nous vous présentons donc diverses approches.

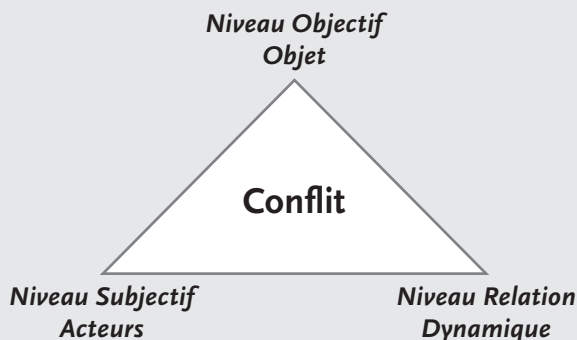
On parle de journalisme de paix, le journalisme sensible aux conflits et journalisme proactif. Clarifions d'abord quelques concepts.

Compréhension des concepts

1) Conflit, Paix

Conflit

- ◆ Une divergence d'intérêts,
- ◆ Entre deux ou plusieurs personnes ;
- ◆ Autour d'un objet / cause
- ◆ Avec manifestations (ex. mort d'hommes, dégâts matériels, coup et blessures, injures...)



Distinguer un conflit d'un problème (Hec Montreal, 2005)

PROBLÈME	CONFLIT
<ul style="list-style-type: none">◆ est mesurable◆ est observable◆ est un écart entre une situation existante et une situation souhaitée◆ génère une insatisfaction acceptable	<ul style="list-style-type: none">◆ est non mesurable◆ est observable◆ est une opposition, un heurt, un choc◆ éclate lorsqu'il y a accumulation d'insatisfactions, résultantes d'un ou plusieurs problèmes non résolus

Paix

« La Paix n'est pas seulement l'absence de conflit violent, mais exige aussi un processus positif, favorisant le dialogue et permettant la résolution des conflits dans un esprit de compréhension mutuelle et de coopération » Source : Nations Unies, 1999

2) Journalisme de haine, Journalisme sensible aux conflits, Journalisme de paix

Journalisme de haine

Quel est le but de ce « journalisme »?

- ◆ Attiser le conflit
- ◆ Détruire les autres
- ◆ C'est la propagande !

L'alternative ?

Journalisme de paix !

- ◆ Aider à maintenir la paix / résoudre les conflits
- ◆ Comprendre les autres
- ◆ Comprendre le conflit

Journalisme de paix = Journalisme sensible aux conflits

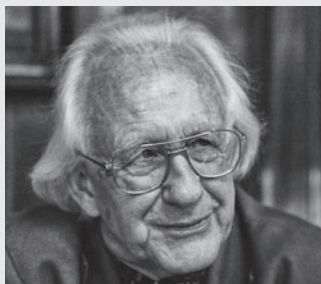
= Journalisme proactif

Le « bon » journaliste ?

- ◆ maîtrise son métier (Les faits: Vrais, bien recherchés, vérifiés, les sources fiables, équilibrées)
- ◆ connaît son public, ses auditeurs
- ◆ est « neutre » « objectif »
- ◆ est indépendant (salarié ?)
- ◆ se connaît lui-même
- ◆ est conscient de son rôle

Johan Galtung *1930

Johan Galtung, né à Oslo le 24 octobre 1930, est un politologue norvégien connu comme le fondateur de l'irénologie, science de la paix. Il développe une définition positive de la paix qui inclut la recherche d'une justice sociale et la lutte contre



toute « violence structurelle » qui résulte de la pratique du pouvoir étatique. Il est le fondateur et le directeur de « Transcend », un réseau pour la transformation des conflits par des moyens pacifiques.

Il parle de 4 principes pour un journalisme sensible aux conflits :

- ◆ **Principe 1** : comprendre le conflit
- ◆ **Principe 2** : chercher la vérité des deux côtés
- ◆ **Principe 3** : ne pas être élitiste (préférentiel)
- ◆ **Principe 4** : chercher une solution

Les rôles des journalistes

Weischenberg 1993/2005, D Marr et al. 2001 CH

1 Facilitateur	Organiser le dialogue dans la société. Offrir un forum pour les différents groupes de la société
2 Avocat, défenseur	S'engager pour les sans voix dans la société. Défendre les droits de l'homme
3 Rapporteur	Rapporter les faits, les données d'une manière neutre et précise
4 Explicatif	Expliquer, simplifier des sujets complexes d'une manière compréhensible
5 Médiateur	Servir de médiateur entre les différentes parties

6 Watchdog (4e pouvoir)	Observer et critiquer les personnalités du pouvoir et les défauts dans la société
7 « Entertainer »	Divertir les auditeurs
8 Descriptif	Décrire la réalité telle quelle est
9 Éducateur	Aider les gens à comprendre les événements dans la société

Les Canadiens Jake Lynch et Annabel McGoldrick ont approfondi la notion de journalisme de paix.

Le Journalisme pour la Paix (Extraits)

Jake Lynch et Annabel McGoldrick

– Le tableau de Galtung –

Le Journalisme de la Paix/ du Conflit	Le Journalisme de la Guerre/ la Violence
I. Axé sur la paix/le conflit	I. Axé sur la guerre/la violence
Étudier la formation du conflit, x les parties, y les objectifs, z les problèmes.	Se focaliser sur la zone du conflit, 2 parties, 1 objectif (gagner), la guerre.
Orientation générale « gagnant, gagnant ».	Orientation générale à somme nulle.
Espace indéterminé, temps indéterminé; causes et issues n'importe où, dans l'histoire/la culture également.	Espace déterminé, temps déterminé; causes et issues en situation, qui a jeté la première pierre ?
Favoriser la transparence dans les conflits	Rendre les guerres opaques/ secrètes.
Donner la parole à toutes les parties; empathie, compréhension.	Le Journalisme du « Nous et Les Autres », la propagande, l'opinion, pour « Nous ».
Considérer le conflit/la guerre comme un problème, mettre l'accent sur la créativité dans le conflit.	Considérer « Les Autres » comme le problème, se focaliser sur ceux qui tirent parti de la guerre.

Le Journalisme de la Paix/ du Conflit

Humaniser toutes les parties ;
d'autant plus en cas
d'usage des armes les plus
destructrices.

Position proactive : la prévention avant que toute violence/ guerre ne se produise.

Se concentrer sur les effets
visibles de la violence (les morts,
les blessés et les dommages
matériels).

II. Axé sur la vérité

Dénoncer les contrevérités de
tous bords / lever le voile sur
toute dissimulation.

III. Axé sur la personne

Se concentrer sur les souffrances de toutes parts;
sur les femmes, les personnes
âgées, les enfants, donner une
voix aux sans-voix.

Nommer tous les auteurs de
préjudices.

Se focaliser sur les personnes
œuvrant pour la paix.

Le Journalisme de la Guerre/ la Violence

Déshumaniser « Les Autres » ;
d'autant plus en cas d'usage
des armes les plus destructrices.

Position réactive : attendre que
la violence ait eu lieu avant d'en
faire rapport.

Se concentrer sur les effets
invisibles de la violence
(le traumatisme et la gloire,
les dommages aux structures/
cultures).

II. Axé sur la Propagande

Dénoncer « leurs » contrevérités / conforter « nos »
dissimulations/ mensonges.

III. Axé sur l'Élite

Se focaliser sur « nos » souffrances, sur les hommes valides
de l'élite, devenir leur porte-
parole.

Nommer leurs auteurs de
préjudices.

Se focaliser sur les artisans de
paix issus de l'élite.

Le Journalisme de la Paix/ du Conflit

Le Journalisme de la Guerre/ la Violence

IV. Axé sur la solution-

IV. Axé sur la Victoire

Paix = non-violence + créativité.

Paix = victoire + cessez-le feu.

Souligner les initiatives de paix, pour également éviter de nouvelles guerres.

Dissimuler les initiatives de Paix, avant que la victoire ne soit toute proche.

Mettre l'accent sur les structures, la culture, la société pacifique.

Se concentrer sur le traité, l'institution, la société réglementée.

Répercussions : résolution, reconstruction, réconciliation.

Partir vers une autre guerre, revenir en cas de reprise de l'ancien conflit.

...

Le Journalisme pour la Paix est plus responsable

Définitions

Le Journalisme pour la Paix existe lorsque les éditeurs et les reporters font des choix – sur les histoires à rapporter et leurs façons d'en rendre compte – qui donnent l'occasion à la société toute entière d'envisager et de jauger les réactions non-violentes au conflit.

Le Journalisme pour la Paix :

- ◆ Utilise les connaissances sur l'analyse et la transformation du conflit pour actualiser les principes d'équilibre, d'équité et d'exactitude des reportages.
- ◆ Fournit une nouvelle feuille de route qui retrace les connexions entre les journalistes, leurs sources, les événements qu'ils

couvrent et les conséquences de leur pratique du Journalisme – la déontologie de l'intervention journalistique.

- ♦ Intègre une sensibilisation à la non-violence et à la créativité à sa pratique quotidienne de rédaction et de reportage. (Lynch et McGoldrick, Mai 2005)

Avec un Journalisme plus favorable à la Paix, d'après Galtung, « le conflit en Irlande du Nord [par exemple] serait entré dans une phase plus pacifique depuis longtemps ... la focalisation sur les issues non-violentes, l'empathie avec toutes les parties et la créativité ont davantage de chances de conduire à la paix » (Galtung 1998).

Revendications importantes, qui soulèvent une nouvelle série d'interrogations – comment faire en sorte que l'ensemble de la société puisse envisager et jauger les réactions non-violentes au conflit, à l'issue d'une « intervention journalistique » ? Le Journalisme de Guerre et le Journalisme pour la Paix affectent-ils le cours des événements dans un conflit et, le cas échéant, de quelle façon ?

Par ailleurs, quelles sont les incidences déontologiques de ces questions et de toute réponse que nous pourrions y apporter ? Une brochure publicitaire pour un ancien événement autour du Journalisme pour la Paix au Royaume Uni s'engageait à débattre sur la question « Comment le journalisme peut-il influencer sur le cours de choses ? Et s'il en a les moyens [d'influer], devrait-il le faire ? ».

La plupart des discussions au sujet de l'impact des présentations de l'actualité sur le conflit, ou sur les modèles de présentations, se sont focalisées sur les comportements à la source – les actes et les motivations des parties en conflit. A peu près partout, les journalistes traversent leur vie professionnelle sous l'hypothèse simpliste qu'ils « se contentent de rapporter des faits ». Mais il est encore plus probable, dans ce monde hautement médiatisé, que les

faits aient été exposés, assemblés ou même fabriqués – du moins en partie – dans le but d'être rapportés.

Comment ceux qui sont à la source de l'information peuvent-ils savoir quels sont les faits que l'on peut fabriquer et de quelle façon les présenter, pour qu'ils soient rapportés sous une forme qui poussera les lecteurs et l'auditoire – supposent-ils – à réagir de façon à servir leur cause ? Seulement en se basant sur l'expérience de leurs reportages précédents (ou sur l'expérience de conseillers émérites – comme dans la vieille blague, les politiciens ne regardent pas la télévision, ils embauchent des gens pour la regarder à leur place).

C'est une réaction en chaîne de cause à effet, et cela signifie que les faits de demain présenteront quelques résidus, ou une empreinte, des reportages d'aujourd'hui. Il est peut-être impossible de décortiquer la « stratégie médiatique » et de déterminer dans quelles proportions elle incite les parties en conflit à parler et agir comme elles le font. Il s'agit, après tout, d'un comportement social complexe. Mais, à l'image de l'une des couleurs d'origine dans une boîte de peintures mélangées, elle est nettement discernable, dans un grand nombre de cas – et cela place les journalistes devant un dilemme déontologique nouveau, dilemme que l'on peut considérer comme un artefact de l'ère du savoir-faire médiatique.

L'enjeu est de concevoir une éthique téléologique applicable, du Grec *telos*, qui signifie objectif ou résultat. Traditionnellement, dans la presse Britannique et autres médias occidentaux, l'éthique journalistique est déontologique, de *deon*, qui signifie devoir. Les reporters ne sont généralement pas censés tenir compte des conséquences du reportage, avant ou au moment de l'accomplir – mais seulement de « rapporter les faits sans crainte ni complaisance ». Mais cette notion devient plus difficile à soutenir compte tenu des répercussions de plus en plus prévisibles. D'où le constat généralisé d'exceptions à la règle – ne pas rapporter les cas de suicides ni les

alertes à la bombe. Il n'est pas difficile d'imaginer les conséquences probables d'une divulgation systématique de ces informations.

Une conscience de la dynamique du conflit, attentive aux enseignements des Études sur la Paix et le Conflit, ne peut que placer la barre plus haut. « Signalez des incidents de violence politique hors contexte, par exemple, et vous avez de fortes chances de provoquer en retour des mesures de répression ».

Alors, quels sont les moyens? En omettant toute référence au contexte, le Journalisme de Guerre rend les conflits « opaques », comme l'explique le tableau de Galtung. Dans une réaction en chaîne, la manière de diagnostiquer un problème dans les reportages d'information sur un conflit, identifie ce qui est susceptible d'être présenté – aux mêmes reporters des mêmes agences d'informations – comme une solution adéquate. Si les rapports initiaux ne montrent rien qui pourrait être « rectifié » de façon à supprimer les motifs de violence, tout ce qui en restera est un surcroît de violence – afin de punir ou de juguler les coupables. Si les parties en conflit souhaitent qu'on les décrive comme « ceux qui prennent le problème à bras-le-corps » alors, ils peuvent ressentir le besoin d'être vus en train de « réprimer ».

...

L'article de Kirthi Jayakumar dans cette publication illustre l'utilisation de cette approche par rapport au phénomène Boko Haram.

Mais il y a également des critiques fortes de cette approche qui viennent souvent de journalistes professionnels sur base de leurs expériences du travail en zone de crise. A titre d'exemple voici un texte du journaliste britannique David Loyn.

Le bon journalisme ou le journalisme pour la paix ?

David Loyn

Conflit & communication en ligne, Vol. 6, No. 2, 2007

Résumé : Cet article dénonce les conceptions normatives du journalisme pour la paix, et en particulier, sa nature exclusive et ses tentatives de s'auto définir comme une nouvelle orthodoxie. L'article, pour sa majeure partie, est une critique des travaux de Jake Lynch et d'Annabel McGoldrick, dans un ouvrage publié en 2005, ainsi que dans leurs séries précédentes « Reporting the World » (Rapports sur le Monde). Ils récusent toute autre forme de reportage qualifiée de « Journalisme de guerre, de parti pris en faveur de la guerre ». Je soutiens plutôt que l'inverse du journalisme pour la paix est le bon journalisme. La plupart de ces argumentaires sur le journalisme pour la paix sont issus des travaux de Johan Galtung, qui accuse les « journalistes de guerre » d'effectuer des reportages de guerre dans un espace/temps fermé, dénué de contexte, d'occulter les initiatives de paix et de rendre les guerres « opaques/secrètes ». Galtung invite expressément les journalistes, dans le cadre de leur mission, à rechercher des propositions de paix, peut-être infimes et négligeables au départ, mais susceptibles d'être recueillies par les politiciens qui pourraient alors se les approprier. Ma réponse est claire et nette: créer des hommes politiques artisans de paix n'est pas du ressort d'un reporter. J'observe les techniques journalistiques traditionnelles qui utilisent l'objectivité pour obtenir une version de la vérité. Je conviens que la vérité absolue est inaccessible, (et paradoxalement, l'outil d'objectivité dont nous nous servons pour y parvenir représente aussi un terrain glissant). J'en déduis qu'une vérité plus quotidienne, ou une « authenticité », constitue pourtant un

objectif maîtrisable. Je m'engage auprès des philosophes qui étudient l'objectivité, pour en conclure, avec le concours de Thomas Nagel, qu'elle représente toujours une valeur. Le rapport de Nagel possède également le mérite d'expliquer de quelle façon des pratiques telles que l'information sur la paix seront forcément moins objectives qu'alternatives, « puisqu'elles s'engagent à adopter des points de vue particuliers, renonçant à l'idéal d'élaguer autant que ... possible. » J'analyse les réactions du soi-disant « journalisme de l'attachement » présenté comme un désir des journalistes confrontés aux horreurs de la Bosnie de se libérer de l'impartialité et du détachement émotionnel et de prendre parti au sein de leurs reportages. J'estime que la préservation de l'objectivité pourrait constituer une immunisation salubre contre le relativisme des « journalistes attachés ». Je conclurai par une analyse détaillée de deux études de cas, le Kosovo, et l'Irlande du Nord, en faisant valoir le fait que, dans ces conflits viscéraux complexes, la solution aux problèmes connus consiste à améliorer l'usage de techniques anciennes et non à recourir à une nouvelle panoplie de moyens. Au vingt et unième siècle, le monde est passé d'une vision Clausewitzienne classique de la guerre comme continuation de la politique « par d'autres moyens », à une situation dans laquelle les menaces de conflits asymétriques iront constamment à contre-pied des solutions diplomatiques, telles que normalement constituées, ainsi que des armées conventionnelles – « la guerre parmi les gens » selon le nouveau jargon. Les outils du journaliste doivent être affûtés et non modifiés.

A propos de l'auteur : David Loyn est correspondant à l'étranger depuis plus de 25 ans, principalement pour la BBC. Il fait partie des deux seuls journalistes à avoir remporté les deux prix les plus éminents de Grande Bretagne attribués aux actualités télévisées et radiodiffusées – « *Sony Radio Reporter of the Year* » (Prix Sony du

Journaliste Radio de l'Année) et « *Royal Television Society Journalist of the Year* » (Récompense de la Royal Television Society pour le journaliste de l'année). Il possède une expérience considérable dans le domaine des conflits, notamment en Angola, au Cachemire, en Afghanistan, au Kosovo, en Bosnie et en Irak. Après avoir été Correspondant à Delhi au milieu des années 90, il a été nommé Correspondant du Monde en Développement de la BBC établi à Londres. Son livre, *Frontline – la véritable histoire des francs-tireurs Britanniques qui ont changé l'image du reportage de guerre* – a été nommé pour le Prix Orwell de 2006. Il rédige actuellement une histoire de l'engagement étranger en Afghanistan.
Email: David.loyn@bbc.co.uk.

Il nous semble que l'essentiel est de ne pas s'enfermer dans une seule approche mais d'utiliser les principes et méthodes proposés dans des situations concrètes qu'en dernière analyse celui qui communique est le seul à pouvoir évaluer en profondeur. Il y a également différents acteurs qui interviennent : les journalistes locaux, les citoyens, mais aussi les correspondants des médias internationaux et la couverture internationale en général. Le livre *Médias et Conflits*, hélas seulement disponible en français, illustre bien les différents angles.

Médias et conflits – Vecteurs de guerre ou acteurs de paix ?

*Allier la réflexion sur le rôle des médias dans les conflits et les processus de paix à des études de cas issus de l'expérience récente de neuf pays d'Afrique centrale, tel est le pari ambitieux relevé avec succès par le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, Bruxelles) et l'IPP (Institut Panos Paris) dans **Afrique centrale – Médias et conflits. Vecteurs de guerre ou acteurs de paix** sous la direction de Marie-Soleil Frère (Editions Complexe, 2005).*

Structuré en trois parties, cet ouvrage propose de nombreuses pistes de réflexion sur les médias, instruments de stratégies destructrices ou, au contraire, constructives, qui débordent largement le cadre africain. La première partie, rédigée par le journaliste canadien Ross Haward, dresse un panorama de concepts et de documents fondateurs qui guident, depuis le début des années 1990, les tentatives de systématisation et de modélisation autour du rôle des médias dans les conflits et les processus de paix. Cette partie donne échos au débat sur la compatibilité possible entre le journalisme professionnel et le journalisme de paix, toujours d'actualité.

Dans la seconde partie, deux chercheurs, Pamphile Sebahara et Marie-Soleil Frère, présentent, respectivement, une brève analyse de la conflictualité dans les pays comme le Burundi, la RDC, le Rwanda, le Congo-Brazzaville, la Centrafrique, le Tchad, le Cameroun, le Gabon, la Guinée Equatoriale, et une description du positionnement des médias locaux à travers le parcours troublé de ces différents Etats. La troisième partie est une réflexion du journaliste Jean-Paul Marthoz sur la manière dont les médias du Nord couvrent les crises du continent africain. Plusieurs mécanismes de sélection et de traitement de l'information mondiale dans un contexte d'une illusoire globalisation de l'information, qui n'est en réalité que celui de multiples zones d'ombre y sont mis à jour.

L'oscillation de la presse occidentale entre l'indifférence et la mise d'accent sur les « événements négatifs » ; le besoin de coller à une story line (un cadre d'interprétation – guerre ethnique, traditions ancestrales – dans lequel insérer des éléments épars et complexes) en simplifiant les enjeux ou encore la déferlante émotionnelle du « porno humanitaire » (R. Debray) ... fournissent des éléments de réflexion sur les médias du Nord, vecteurs de guerre.

L'originalité et l'extraordinaire utilité de cet ouvrage pour tout acteur de la société civile désireux non seulement de comprendre les existantes dérives du système médiatique (dénoncées par ailleurs avec beaucoup de succès), mais aussi de se donner des moyens d'action sur et avec les médias pouvant également être considérés comme partenaires dans la construction et/ou consolidation de la paix, résident dans sa force de proposition. Loin de se contenter de dresser un diagnostic noir du couple médias et conflits, notamment dans le traitement du continent africain, les chercheurs du GRIP et de l'IPP, en s'appuyant sur des initiatives positives démontrent avec force que l'Afrique, mais aussi le monde dans son ensemble, pourraient être couverts différemment.

Ils démontrent également qu'il y n'a pas d'incompatibilité entre la liberté du journaliste i.e. son impartialité dans le traitement d'un conflit et sa contribution à la gestion de ce même conflit. Et que, dans le contexte mondial de « criminalisation » des modes d'action politique, « les médias peuvent constituer un ultime lieu d'expression et de visibilité pour des acteurs sociaux oubliés, pour les victimes civiles, silencieuses et muettes, des guerres du continent, mais aussi pour des actions alternatives de gestion de la vie collective ».

Source : http://www.irenees.net/bdf_fiche-documentation-131_fr.html



Comme les récentes évolutions ont créé toute une génération de « journalistes amateurs » par les réseaux sociaux de nouvelles opportunités se présentent mais le danger de nuire par ces canaux est également devenu beaucoup plus grand. On a encore et toujours besoin de professionnels responsables. En même temps les citoyens ont plus d'opportunités mais aussi plus de responsabilités. Nous devons donc nous imprégner tous des bases d'une communication et information favorisant l'avancée vers une paix durable.

Le journalisme pour la paix et Boko Haram

Par Kirthi Jayakumar

Publié par *Insight on Conflict* le 4 Juin 2014 à 5h53*

Kirthi Jayakumar parle des différences entre le Journalisme pour la Paix et le Journalisme de Guerre, et de la façon dont chaque approche influe sur les problèmes relatifs à Boko Haram.

Cet article a été publié initialement sur le site internet « Insight on conflict » (Aperçu du Conflit). « Insight on conflict » est la ressource en ligne de Peace Direct pour la consolidation de la paix au niveau local et les droits de l'Homme en zones de conflit.

Lorsque j'ai commencé à rédiger cet article, j'ai effectué une simple recherche sur Google Actualités avec le terme « Boko Haram ». Dans tous les résultats qui sont apparus, j'ai constaté trois éléments en commun : la propagande, nous-opposés à-eux, et une absence manifeste d'efforts de paix – trois facteurs qui alimentent la quintessence même du journalisme de guerre.

Le journalisme de guerre représente précisément ce qui maintient la guerre en activité. C'est l'élément précurseur qui œuvre en faveur des « affaires » de guerres qui s'éternisent. Pour les non-initiés le Journalisme de Guerre, comme son nom l'indique, fait référence à un journalisme qui se focalise sur la guerre, et qui favorise une représentation qui¹:

- ◆ est fortement orientée sur la violence et qui, en projetant sur la scène du conflit un fonctionnement à deux parties pour un but unique, se

¹ Voir Lynch, J. & Galtung, J. (2010). Reporting Conflict: The Low Road and High Road

* <http://www.internationalpeaceandconflict.org/profiles/blog/show?id=780588%3ABlogPost%3A939535#.VecdibSvLds>

limite à des espaces clos et des périodes limitées et analyse la relation de cause à effet au sein de la zone uniquement.

- ◆ se soucie uniquement des effets visibles ou tangibles de la violence, et rend le conflit opaque. L'accent est mis sur la rhétorique du « nous et les autres » en considérant « les autres », l'ennemi, comme « le » problème et en les déshumanisant.
- ◆ est de nature fortement réactive, dans la mesure où il attend que la violence se déclenche avant de faire ou de dire quoi que ce soit.
- ◆ est profondément axé sur la propagande, cherchant seulement à exposer « leurs » mensonges tout en contribuant à dissimuler « nos » propres failles.
- ◆ se tourne vers les Élités, en se focalisant sur « leur » violence et sur « nos » souffrances, désignant « les autres » comme les méchants et s'adressant uniquement au groupe d'élites de la société – les porte-paroles et les artisans de paix.
- ◆ est tourné vers la victoire, dans la mesure où il considère la paix et le cessez-le-feu comme une victoire tout en dissimulant les initiatives de paix même avant que la victoire soit à portée de main.
- ◆ perd tout intérêt pour une guerre une fois qu'elle est finie – indifférent aux causes profondes du problème à résoudre – et ne réapparaît que si la guerre se déclenche à nouveau.

En résumé, la pratique du Journalisme de Guerre revient à créer un matraquage médiatique qui incite chacun à dire « Plus Jamais » et à user de hashtags retentissants – mais elle ne va pas plus loin. Une fois que le conflit est résolu ou tombé dans l'oubli, on observe un déclin massif de l'intérêt à son égard alors que rien n'a été fait en premier lieu pour comprendre les causes profondes du problème. Cela laisse sur la plaie un genre de remède de fortune, sans aucun souci de prévenir la résurgence du conflit.

A l'inverse, le Journalisme pour la Paix ne se soucie pas de la rhétorique « gagnant contre perdant », mais il plonge directement au cœur des causes profondes du problème. Il décrit les conflits en termes réalistes et favorise l'étude du milieu et des contextes de la formation du conflit. Il présente les motifs et les choix de chaque partie impliquée, sans y introduire l'argument du « nous contre eux ». Il sert les objectifs avec efficacité en²:

- ◆ faisant preuve de transparence dans la représentation des causes, des contextes et des problèmes liés à un conflit ;
- ◆ donnant la parole aux parties rivales impliquées pour faire entendre leurs points de vue ;
- ◆ proposant des idées créatives qui peuvent aboutir à la résolution du conflit, au développement, à l'instauration et au maintien de la Paix ;
- ◆ démasquant les mensonges, les dissimulations et les tentatives de dissimulation ainsi que les coupables de chaque bord sans équivoque ;
- ◆ révélant les souffrances infligées aux populations de toutes les parties impliquées dans le conflit ;
- ◆ accordant de l'attention aux témoignages et aux efforts de Paix ;
- ◆ communiquant des informations sur l'évolution de la situation après-guerre.

Le Journalisme pour la Paix est un journalisme transparent qui s'appuie sur des faits et qui examine la réalité de la situation. Dans aucun des rapports que j'ai lus jusqu'ici, je n'ai trouvé d'éléments sur les origines de Boko Haram, ni de description de ses activités, de sa logique ou de ses motivations. Dans ce processus, je ne peux – avec à mes côtés, la

2 Lynch, J. & McGoldrick, A. (2010) « A Global Standard for Reporting conflict and Peace » dans R.L. Keeble, J. Tulloch & F. Zollmann (eds.) *Peace Journalism, War and Conflict Resolution*. (Peter Lang: New York)

majorité du monde laïque – qu’entreprendre une croisade chauviniste, brandissant joyeusement l’écriteau #RamenezNosFilles sans aucune connaissance des éléments larvés du conflit. Je veux aboutir à une solution, mais je n’ai aucune idée de ce en quoi elle consiste. Je ne sais rien en dehors du fait que ces filles ont été kidnappées à l’école et que Boko Haram est un groupe terroriste qui se positionne à l’encontre de l’Éducation Occidentale. Il existe sans aucun doute un inventaire des efforts déployés globalement pour faire face à ce problème – mais les médias classiques ne m’en font aucune part.

Si le récit avait été présenté du point de vue du Journalisme pour la Paix, nous aurions pu détourner notre attention vers des solutions concrètes et utiles. Nous aurions pu élaborer des stratégies capables d’aborder les facteurs sous-jacents qui poussent Boko Haram à agir. Dans le sens de mon propos, un article du Guardian, qui traite du ralliement de deux groupes religieux dominants au Nigeria pour tenter de répondre à l’activisme et à la terreur. Peu importe leurs croyances religieuses, semble-t-il, car ils ont l’air de reconnaître que ce sont les populations qui ont souffert – indépendamment de leur foi.

Cela représente exactement la problématique soulevée par la façon dont le monde s’attaque au conflit. La consolidation de la paix est un processus qui naît de la connaissance. En premier lieu, nous devons comprendre les tenants et aboutissants de ce qui s’est produit. Ensuite, nous devons identifier les types de solutions réalisables dans un cadre spécifique donné, en lien avec les groupes impliqués. Le troisième niveau de l’échelle se situe dans une compréhension de l’environnement social dans lequel agissent les intervenants, afin d’identifier les solutions les plus appropriées. Une solution extérieure reste souvent une simple figure imposée qui n’aboutit pas pour la seule raison que la communauté locale ne peut ni se l’approprier ni s’y identifier. Il n’est nul besoin de remèdes de fortune comme l’induit le Journalisme de Guerre – ce qui est nécessaire, est d’examiner la source même du conflit afin d’y répondre de manière exhaustive.

L'internet est afropolitain

Interview avec Achille Mbembe*

Achille Mbembe discute des antécédents et horizons de la communication numérique et de l'identité sur le continent Africain avec Bregtje van der Haak. Mbembe soumet l'idée que ce que certains considèrent comme l'explosion d'Internet représente juste une perpétuation des cultures séculaires dans le nouvel âge de l'Afropolitain.

Bregtje van der Haak: L'introduction de la téléphonie mobile a généré des mutations considérables, particulièrement en Afrique. Pensez-vous que la convergence des téléphones dotés d'une connectivité internet va produire le même genre de changement ?

Achille Mbembe: Certainement ! L'introduction de la téléphonie mobile sur le continent a provoqué une révolution dans la façon dont les gens se comportent avec eux-mêmes. La manière dont ils se traitent, la manière dont ils prennent soin les uns des autres, indique une modification des modalités par lesquelles les Africains contemporains se comprennent, dans la façon dont ils se relient entre eux et, plus important encore, dont ils se relient au monde, en ce sens qu'il n'y a aujourd'hui quasiment aucun Africain que l'on peut considérer comme non connecté au reste du monde, ni au reste du continent. Internet jouera exactement le même rôle. Il permet à l'Afrique de brûler les étapes du genre d'évolution technologique que les autres continents et sociétés ont vécue.

BvdH: Pensez-vous que la vision techno-utopique d'apporter à tous toutes les connaissances est réalisable ?

* Droits d'auteur : <http://chimurengachronic.co.za/the-internet-is-Afropolitan/>

AM: La technologie n'est rien sans la capacité de faire rêver. C'est sur cela que repose son pouvoir. Elle sera adoptée dans la mesure où les gens croient en la promesse d'en hériter, d'améliorer leurs propres vies, de les rendre meilleures et de se libérer des contraintes structurelles. Internet intensifie cette aptitude à rêver et ces récits de libération qui ont autrefois été investis par d'autres types d'utopies – révolutionnaires et progressistes. Les récits de libération, les promesses d'un affranchissement total reposent maintenant sur deux facteurs : D'un côté sur l'aspect religieux et de l'autre sur les produits de consommation et sur la technologie. Les marchandises, la technologie et la religion fusionnent d'une manière nouvelle. Internet lui-même est devenu une religion électronique au service de l'idéologie du consumérisme. Voilà l'importance du rôle clé joué par les multinationales et autres grandes entreprises. Le danger existe de voir la notion de politique, telle que nous l'entendions auparavant, se vider maintenant quasiment de toute sa substance. Comme l'exprimait récemment l'un de mes amis : « La politique est en train de devenir une entreprise pour les perdants ».

BvdH: *Internet pourrait-il également revigorer la sphère publique, politique ?*

AM: De manière sporadique. C'est un outil puissant pour la mobilisation, pour la circulation rapide de toutes sortes de messages, pas tous progressistes. Il peut être utilisé à toutes fins, mais cela ne suffit pas à créer une sphère publique. Il est très évanescent, éphémère, au sens où il n'existe aucune façon de se passer d'un contact en personne. C'est une question essentielle pour la politique. Internet est un moyen, ce n'est pas une fin. Mais nous vivons dans une conjoncture où on nous fait croire qu'il constitue une fin en soi. On ne fait plus aucune distinction. Je pense que cela n'est pas viable pour ceux qui voudraient transformer l'ordre social actuel du monde. Cette confusion entre la fin et les moyens est extrêmement dangereuse et elle sert les intérêts des puissants. Mais la culture de notre époque nous place dans une situation où nous devons nous persuader qu'il n'y a plus aucun sens à faire une dis-

inction entre fin et moyens. Une critique politique d'internet doit partir de ce point là.

BvdH: C'est ce qui a été totalement éliminé dans les clips promotionnels déployés par Google et Facebook. Ils disent simplement : nous voulons donner à tous un accès à Internet et ainsi rendre le monde meilleur. C'est un message très simple, unidimensionnel.

AM: Internet est devenu une religion. Internet prétend apporter le salut. Vous obtiendrez votre propre salut à la seule condition de devenir dépendant d'Internet parce qu'alors, Internet vous offrira tout ce dont vous avez besoin pour être heureux.

BvdH: Facebook et Google ont tous deux élaboré des stratégies d'expansion mondiale. Pensez-vous qu'on puisse faire un parallèle avec l'époque de l'impérialisme ? Maintenant Google et Facebook se font concurrence pour les parties du monde qui ne sont pas encore connectées à leurs réseaux.

AM: Oui, il s'agit plus ou moins d'une logique de domination. Cela fait partie de la planétarisation du capital, mais cela ne fonctionne pas de la même manière sur tous les territoires. Une des formes territoriales typique de la géographie de notre temps est l'enclave, l'extraterritorial, le secteur. Ce monde n'est pas plat. C'est un globe qui est segmenté, de telle sorte que les gens franchissent en un bond de vastes étendues de territoire qui ne sont pas du tout connectées. Cela nous apparaît de manière éclatante en Afrique. Nous avons une économie fondée sur l'extraction qui est rattachée à une économie financière, très abstraite, dans cet espace immense qui est relié de façon très inégale, tout d'abord en son propre sein et ensuite avec le reste du monde. Il me semble que cette géographie anticipe ce que le monde est en train de devenir.

BvdH: Vous avez parlé de l'Afrique comme de la dernière frontière. Qu'entendez-vous par là ?

AM: C'est le dernier territoire sur terre qui n'est pas encore totalement soumis à la loi du capital. Ses ressources minérales sont à peine exploitées. C'est la dernière portion majeure de l'univers dont les différentes parties ne sont pas encore entièrement reliées entre elles. Imaginez un instant que pour aller de Casablanca à Cape Town vous passez presque toute la journée dans un avion. C'est un continent immense. Mais nous n'avons pas de ligne de chemin de fer entre Casablanca et Cape Town, ni de Cape Town jusqu'au Caire. Nous ne disposons pas de réseau autoroutier du genre interaméricain. ...

BvdH: *De nombreuses personnes interrogées en Asie et en Afrique disent que Facebook a tellement d'importance pour eux que le reste d'Internet n'existe pas. Vivons-nous dans un univers Facebook ?*

AM: Oui, certainement. C'est le fantasme de vivre sur de nombreux plans différents à la fois. Il me semble que le pouvoir de Google, de Facebook repose sur le fait de tirer parti des fantasmes profonds et cachés de l'être humain et d'en faire des marchandises qui peuvent alors être vendues et achetées sur un marché qui est mondial et qui déclenche des formes d'interactions nouvelles, inconnues jusqu'ici.

BvdH: *Mais c'est aussi un moyen de publier et de diffuser des idées.*

AM: Oui, certainement. Mais je m'intéressais davantage au type de soi qui émane du creuset de ces nouvelles technologies, et de quelle façon ces dernières peuvent devenir une extension de nous-mêmes et gommer la distance entre l'humain et l'objet. Les êtres humains ne se satisfont plus de leur simple statut d'êtres humains. Ils veulent associer à ce qu'ils sont les attributs de la chose et de l'objet.

Je fais référence à la mesure dans laquelle notre propre relation à nous-mêmes et à ce qui nous entoure se transforme à cause des types de technologies que nous utilisons ou que nous échangeons; cette aptitude à la multiplication et à la reproduction change quelque chose dans nos systèmes de pensée. Cette communion et cette fusion entre l'être humain vivant et l'objet ou la technologie, est à l'origine de nouvelles formes

d'êtres jamais encore rencontrées. Elles sont lourdes de conséquences aux yeux de ceux qui s'intéressent à la question du politique et de la libération. Autrefois la tâche consistait à faire en sorte que l'être humain ne soit pas un objet. La notion d'émancipation signifiait « je ne veux pas être traité(e) comme un objet », que je sois un être rationnel, une femme ou un travailleur, je veux être traité(e) comme un être humain. Si maintenant, l'être humain se met à vouloir posséder certains des attributs de l'objet, qu'en est-il alors de l'émancipation ?

BvdH: Existe-t-il un virage spécifiquement Africain dans tout cela ?

AM: C'est ici que l'Afrique devient vraiment intéressante parce que dans les cosmologies d'Afrique, dans les courants de pensée africains antérieurs à l'époque coloniale, et encore aujourd'hui, une personne humaine pouvait se métamorphoser en autre chose. Il ou elle pouvait se transformer en lion, puis en cheval ou en arbre. Et cette aptitude à la métamorphose s'appliquait aussi aux transactions économiques. Vous étiez toujours en transaction avec quelque autre force ou quelque autre entité. Et vous tentiez toujours de vous saisir d'une partie du pouvoir investi dans ces entités pour l'ajouter à vos propres pouvoirs. Aussi, si l'on veut également raisonner en ces termes plutôt essentialistes, l'Afrique est un terrain fertile pour les nouvelles technologies numériques, parce que la philosophie de ces technologies est, à peu de choses près, la même que celle des anciennes philosophies Africaines. Cet inventaire de transformations permanentes, de mutations, de conversions et de circulations, est une dimension essentielle de ce que nous appelons la culture Africaine. Internet répond directement à cet élan et son succès culturel peut s'expliquer par le fait qu'à un niveau très profond, il correspond à la manière dont les Africains ont toujours négocié entre eux et avec le monde. Et au fait que, somme toute, les Africains étaient postmodernes avant le postmodernisme. Si vous voulez vous faire une idée du monde futur, du monde qui nous attend, regardez l'Afrique ! Vous y verrez les symptômes et les manifestations de ce monde à venir. Et la plupart des lectures du continent n'ont pas été

capables de mettre cela en évidence parce qu'elles portent leur regard sur le passé plutôt que de se tourner vers l'avenir.

BvdH: Ainsi, d'une certaine façon, vous êtes en train de dire que l'univers numérique est un univers Africain ?

AM: Absolument. En fait le monde Africain, le monde précolonial, de même que le monde d'aujourd'hui, est depuis toujours, d'une certaine façon, numérique. Et ce à quoi nous assistons maintenant est la réconciliation de cette culture et d'une forme qui vient de l'extérieur. Mais où se trouvent les forces qui permettront de domestiquer cette forme et de l'orienter vers des fins sociales de justice, d'égalité, de liberté et de démocratie plutôt que vers une nouvelle aggravation des inégalités, de la déprédation et du pillage ?

L'idée est que l'Afrique était numérique avant le numérique. Et quand on étudie consciencieusement le passé culturel du continent, on voit surgir un certain nombre de choses concernant la façon dont les sociétés Africaines se sont constituées et fonctionnaient. Tout d'abord, elles se sont constituées grâce à la circulation et à la mobilité. Quand on regarde les mythes Africains des origines, les migrations occupent un rôle central dans chacun d'entre eux. Il n'existe pas un seul groupe ethnique en Afrique qui pourrait sérieusement prétendre n'avoir jamais bougé. Leur passé comporte toujours des histoires de migrations, ce qui signifie que les gens se déplaçaient d'un endroit à un autre, et dans le processus, se mélangeaient avec de nombreux autres peuples. Ainsi, avec la circulation et le mélange, vous rassemblez les dieux, vous conquérez un groupe ethnique, vous leur infligez une défaite militaire et vous adoptez leurs dieux comme vôtres ou vous prenez leurs femmes pour épouses et de ce fait, ils deviennent vos parents.

Puis, deuxième plasticité exceptionnelle – l'aptitude à embrasser le nouveau, ce qui est neuf. On a observé une malléabilité et un empressement à faire l'expérience du nouveau dans tout le continent. Les gens ne croiront pas dans le Dieu des Musulmans de la même façon que les populations d'Arabie Saoudite. L'Islam Sénégalais est très différent de

l'Islam en Iran ou en Arabie Saoudite. Prenez les unités monétaires, en Afrique de l'Ouest, depuis des siècles vous disposiez de toutes les monnaies, elles étaient toutes utilisées. Si vous allez au Zimbabwe à l'heure actuelle, vous pourrez utiliser le dollar, le rand, la livre, le yen, toute cette multitude de choses. Vous êtes sans cesse en train de changer une chose en une autre.

Cette malléabilité et cette aptitude à l'innovation permanente, à l'extension des possibles, c'est aussi l'esprit d'Internet, c'est l'esprit du numérique, et c'est ce même esprit que vous rencontrez dans l'Afrique précoloniale et contemporaine. Et ce qu'il faut faire, c'est construire la rencontre, la réconciliation entre ces diverses formes et la tradition culturelle qui fait toujours partie du quotidien, dans le but d'édifier une société qui serait Afropolitaine et attachée à des idéaux d'affranchissement et de liberté.

BvdH: Comment réconciliez-vous le concept que vous venez de développer, le monde numérique en tant qu'univers Africain, avec le succès limité des applications et de l'innovation technologique Africaines ?

AM: Il me semble qu'il n'existe aucune autre partie du monde dans laquelle les gens sont contraints par de mauvaises conditions à innover autant que dans ce continent. C'est une innovation constante, permanente. Si vous n'inventez pas de nouveaux modes de pensée, de nouveaux modes de fabrication, vous ne pourrez pas survivre. Mais comment nous assurer que cette inépuisable capacité d'innovation soit au service d'une création de plus grande envergure apte à propulser le continent, à lui permettre de voler de ses propres ailes et de devenir son propre centre ? Comment nous assurer que les institutions n'entravent pas cette capacité d'innovation ? L'éventualité qu'Internet puisse aider à résoudre ce dilemme institutionnel est une chose à laquelle nous devons réfléchir de manière créative. Il pourrait très bien représenter la cale qui permet de trancher le nœud Gordien de l'ostracisme entre les institutions et l'innovation.

BvdH: Les Chinois et les Indiens viennent ici pour recevoir quelque chose de l'Afrique, mais les Américains et les Européens s'accrochent toujours à l'idée qu'ils doivent lui apporter quelque chose...

AM: Oui, c'est une dichotomie importante. Le clivage du début du XXI^e siècle se situe exactement entre ceux qui pensent que l'Afrique est une terre de charité, où l'on apporte quelque chose à ces pauvres gens qui parviennent à peine à vivre, et ceux qui viennent ici parce qu'ils savent qu'elle constitue le laboratoire du futur et qu'il existe ici des choses à récolter. L'Occident, bien sûr, représente toujours un acteur majeur, mais de nouveaux intervenants se sont ajoutés, de nouveaux liens s'établissent pour ceux d'entre nous qui vivent dans un endroit comme Johannesburg par exemple. Il est aisé de le constater. Prenez juste un avion pour Shanghai ou pour Mumbai ou Sao Paulo, et comparez-le à un vol pour New York ou Londres. Ce sont deux mondes totalement différents. D'un côté le monde du futur et de l'autre celui du passé. Dans quelle direction le continent veut-il aller, avec qui ? Et quelles sont les forces qui doivent être mobilisées pour changer les choses ?

BvdH: Pensez-vous qu'une connectivité internet accrue abolira les frontières entre les villes et la campagne, ou la cité appartiendra-t-elle aux personnes connectées et la campagne aux non-connectés ?

AM: Tout d'abord, nous constatons une réduction de la distance entre les villes et les zones rurales, une intensification des circulations et des transactions entre ces deux pôles. Les gens font un va-et-vient perpétuel, au point qu'il est devenu un peu difficile de déterminer ce qui est urbain et ce qui est rural. Dans un lieu comme Kinshasa par exemple, de l'avis des personnes qui étudient la cité, on peut observer une ruralisation de la ville et une urbanisation du milieu rural.

C'est la tendance qui va s'intensifier dans les années à venir. Dans un grand nombre de pays, on assiste à une augmentation du taux d'électrification des zones rurales. Au Sud-Cameroun par exemple, la plupart des villages sont maintenant électrifiés. Et avec l'électricité, advient tout ce dont nous parlions : la télévision, l'accès à internet, la téléphonie mobile

et ainsi de suite. Ce à quoi nous assisterons est la densification de toutes sortes de réseaux, à la fois humains et technologiques, qui vont remodeler la totalité de la cartographie spatiale Africaine.

BvdH: Pensez-vous que grâce à l'accroissement de cette connectivité, les frontières Africaines internes tendront à s'abolir ?

AM: Ce que nous constatons est une pluralisation des frontières, au sens où nous conservons toujours ces frontières physiques, des frontières coloniales. Mais ces frontières physiques vont être supplantées par toutes sortes d'interactions, virtuelles pour la plupart. C'est déjà en train de se produire, ainsi le concept de frontières physiques perdra progressivement de sa légitimité à cause de l'intensité du trafic virtuel qui pourra conduire à une refonte des entités nationales. Je pense que l'avenir est grand ouvert, mais les différends au sujet des frontières vont augmenter, et d'autant plus que l'Europe est maintenant devenue hors d'atteinte pour de nombreux Africains. Nous allons assister à un accroissement de l'urbanisation. Si vous faites aujourd'hui le trajet entre Lagos et Accra, cela ressemble à une grande cité côtière. Dans 50 ans, personne ne saura quelles sont les limites de Lagos, parce que physiquement, elle s'étendra de Lagos jusqu'à Accra. Aussi, la question est politique : allons-nous anticiper cela ? Ou attendons-nous que cela se produise de manière chaotique et désorganisée ?

BvdH: Mais d'un point de vue culturel et psychologique, cela va-t-il contribuer à l'apparition d'un nouveau type de mentalité et d'identité panafricaine ?

AM: Cela participera à l'émergence d'une chose que j'appelle la mentalité Afropolitaine, au sens où il y aurait davantage de circulation à l'intérieur de ce continent incroyablement vaste. Je vous ai parlé du million de Chinois. En Angola et au Mozambique, ces cinq dernières années, nous avons assisté au retour de 18,000 Portugais dont certains étaient partis pendant la colonisation, et d'autres arrivaient tout juste. Il y a des gens qui viennent d'Asie du Sud. Des Marocains venus du nord s'installent

dans les grandes métropoles d'Afrique du Sud. Aussi, l'Afropolitanisme constitue le mouvement culturel qui accompagne ces processus historiques, dont certains sont totalement nouveaux. Cela représente davantage qu'un simple panafricanisme, c'est une chose qui fait de l'Afrique le point de rencontre de différents mouvements migratoires.

BvdH: Dans certains endroits, nous assistons à la mise en place de nouvelles frontières par le recours à la technologie, par exemple ici-même en Afrique du Sud.

AM: C'est un exemple typique de l'âge de la mondialisation que le monde connaît actuellement. C'est également une caractéristique de l'ère du capitalisme financier pour qui la reproduction doit constamment s'exonérer de toute obligation envers un lieu spécifique, ce qui a pour effet d'accroître l'importance de l'extraterritorial par exemple.

BvdH: Pensez-vous que les régimes totalitaires d'Afrique pourraient se transformer en régimes totalitaires assistés par la technologie ?

AM: Si les régimes totalitaires d'Afrique souhaitent perfectionner leurs moyens de contrôle des populations, ils pourraient le faire, mais je ne suis pas sûr qu'ils en aient les moyens ni l'intelligence. Parfois, les régimes totalitaires sont assez stupides.

BvdH: Dans la meilleure des perspectives, d'ici cinq à dix ans, où en serons nous ?

AM: Dans quinze ans nous disposerons d'un continent complètement différent. Il y aura des populations qui se déplacent à un rythme plus rapide qu'à l'heure actuelle. Il y aura davantage de connections physiques entre les différentes parties du continent; la classe moyenne sera plus importante ; il y aura des enclaves de pauvreté, de chômage, voire de guerre; beaucoup plus de gens viendront s'installer sur le continent, en particulier les populations en provenance d'Asie ; et il y aura, puisque c'est le sujet de notre conversation, des millions de personnes encore plus connectées aux nouvelles technologies.

Accessoirement, les gens très pauvres profiteront de ces développements. Le plus gros défi reposera bien sûr toujours sur la façon de mettre les gens au travail. Internet ne résoudra pas à lui seul les questions politiques. Nous devons réinvestir dans la politique, au sens de formes de combats, de luttes sociales et politiques qui aspirent à créer des sociétés meilleures, plus équitables.

Médias et responsabilisation

Par Flaubert Djateng*

De nos jours les médias – dits sociaux tout comme les autres – constituent de puissants leviers, cependant mal utilisés ils peuvent faire beaucoup de mal

Qui ne se souvient pas ces dernières années du rôle joué par les médias lors du « printemps arabe », les rêves que cela a suscité dans les esprits pour sortir du joug des dictateurs et autres despotes ? Ou encore des méga apéros dans les communes de l'Europe organisés et entretenus à travers les médias sociaux ? Mais en revanche nous avons également tous encore à l'esprit le génocide perpétré au Rwanda avec l'aide de la ténébreuse et tristement célèbre « Radio Mille Collines ».

Après la radio, la télévision et l'internet, il y a maintenant Facebook, Twitter et autres Instagram. Par exemple Facebook couplé au téléphone portable est devenu un instrument qui absorbe beaucoup d'énergies. 1,25 Milliards de comptes Facebook ! 6 Milliards d'abonnés au téléphone, 51 % des mails sont lus sur les mobiles. L'explosion des téléphones portables en Afrique et surtout des services que cela offre est un atout à ne pas négliger quand on parle de transformation sociale. Avec la concurrence que se font les opérateurs, la moyenne des portables en Afrique dans les zones urbaines est de deux par adulte. Les jeunes ne sont pas en reste et sont les plus connectés sur les sites sociaux. Aujourd'hui, les médias sociaux sont devenus des modes de communication très développés dans le domaine du numérique et mettent en relation des personnes autour d'intérêts communs. Facebook, Twitter, Dailymotion, Flickr, YouTube, Tumbler sont les plus utilisés et les plus courants.

* Noyau d'accompagnement SCP de Pain pour le Monde

La gratuité des sites, la facilité de l'utilisation, les options de correction automatique, la facilité d'avoir des amis ou des diffuser ses événements, le caractère incitatif des messages et des informations, l'interactivité à temps réel, la grande offre des applications : sans aucune formation et souvent sans déontologie, il y a moyen de produire des vidéos et autres messages que l'on diffuse largement. De nos jours avec un téléphone portable connecté on dispose d'un instrument qui bien utilisé peut être très efficace dans la lutte pour la cohabitation pacifique des peuples, mais il peut aussi servir d'outil pour manipuler, instiguer la haine et l'exclusion.

Pendant les apprentissages en vue de la transformation sociale et la construction de la paix traitent souvent la question des médias comme un aspect mineur du travail sans lui donner toute la place qui lui revient. Le développement de la technologie de communication place les médias de nos jours au cœur de la vie de l'humanité. En observant l'addiction qui se développe avec les outils comme le téléphone portable, les tablettes, l'internet et autres, on se demande comment les personnes vivaient il y a 50 ans seulement.

L'observation de ce qui s'est passé au Sénégal et au Burkina Faso avec les mouvements « Balai Citoyen » et « Y'en a Marre », la réaction des autorités congolaises lors de la conférence organisée par les jeunes de la RDC ensemble avec ces mouvements frères, sont autant de cas d'école pour tirer les leçons de la responsabilisation. Le caractère mobilisateur des médias est celui qui devrait nous inciter à mieux penser nos actions de communication. Les actions qui ont conduit à des changements « négatifs » ou « positifs » sont celles ayant débouché sur un mouvement, une mobilisation, créant des alliances, renforçant la collaboration entre les personnes.

Tout mouvement qui est porté par une idéologie d'exclusion, de haine et de division, entraîne des crises et même des catastrophes. Même quand les populations sont animées par des questionnements d'intérêt commun, les risques de débordement existent et peuvent profiter à des opportunistes et autres personnes mal intentionnées.

Dans de nombreux Etats, on observe des mouvements (démocratisation, décentralisation, etc.) qui ouvrent de nouvelles opportunités à la société civile locale et parallèlement à cela, dans de nombreux pays, les organisations de la société civile voient leurs marges d'action réduites par l'intervention étatique. La jeunesse est chaque fois présentée comme le vecteur de changement existant qu'il faut mobiliser. Pourtant c'est aussi elle qui sert de « carburant » quand les fauteurs de trouble se mettent en action. Les médias sociaux constituent le moyen le plus rapide pour atteindre les jeunes. Demander plus de responsabilité pour construire la paix et œuvrer pour un meilleur vivre ensemble dans les communautés, c'est exiger de la société civile qu'elle s'approprie les critères suivants dans son travail : compétences professionnelles, solidité institutionnelle, alliances et travail en réseau.

« Construire la paix » est un travail essentiel que chacun dans sa communauté devrait rechercher. Si la société civile voudrait accompagner cette recherche, elle devrait se plier aux exigences de le faire de façon efficace et compétente. La compétence de ses employés et des bénévoles, la qualité des approches d'intervention et la connaissance du contexte sont autant d'atouts essentiels pour promouvoir un réel changement.

Travailler avec les médias demande aussi de maîtriser les enjeux et les risques de leur utilisation, de comprendre et bien connaître les astuces nécessaires pour la qualité. Une solidité institutionnelle constitue également un gage de succès. Pouvoir organiser des planifications opérationnelles et stratégiques avec un ancrage institutionnel qui vous permet de mobiliser vos alliés et de bloquer vos adversaires offre des conditions de succès dans des actions de plaidoyer pour la paix.

Utilisons l'opportunité des médias sociaux de façon responsable pour pouvoir constituer une masse critique porteuse des idéaux de paix.

Le défi du professionnalisme journalistique dans la région des Grands Lacs

Par Johanna Wild

Les médias ont la capacité de déterminer les thématiques qui préoccupent les gens dans leur vie quotidienne. Ils ne devraient tout de même pas essayer de leur imposer une certaine opinion. Avoir la confiance que les auditeurs et auditrices sont capables de se faire leur propre avis fait partie intégrante d'un processus de paix couronné de succès.

Le journalisme sensible aux conflits assure que les gens accèdent à toutes les informations qui sont nécessaires pour se faire une opinion. Souvent, il y a pas mal de rumeurs qui circulent dans des régions de guerre et de crise ainsi que dans des pays sortant d'un conflit. C'est aux journalistes de les vérifier pour ensuite communiquer aux auditeurs lesquelles se révèlent vraies et lesquelles ne peuvent pas être confirmées. Mais beaucoup de journalistes, aussi dans la région des Grands Lacs, n'ont pas eu l'occasion d'apprendre des techniques de vérification. Début 2014, il y avait en République Démocratique du Congo une rumeur qui disait que le président rwandais Paul Kagame était mort. Faute de journalistes capables de remettre en question cette rumeur et de lancer une recherche concernant son degré de véracité, la population continuait à y croire et célébrait dans les rues jusqu'au moment où la présidence Rwandaise mettait sur twitter une photo de Kagame qui était bien vivant et en train d'accueillir une délégation d'étudiants américains. Dans la région des Grands Lacs où la majorité des conflits sont interconnectés, la méfiance envers les voisins est si forte qu'une rumeur concernant

* Formatrice en journalisme au Rwanda du Service Civil Pour la Paix de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

la mort d'un président du pays voisin laisse poindre l'espoir irréaliste d'une amélioration immédiate de la situation personnelle. La devise de journalisme sensible au conflit est donc : Vérifier chaque information en utilisant plusieurs sources indépendantes avant de la publier.

Mais ce n'est pas tout : Des journalistes travaillant d'une manière sensible aux conflits enquêtent sur les causes d'un conflit au lieu de juste décrire les actes violents qui sont visibles à première vue. Ils vont plus loin, ils expliquent le contexte du conflit tout en incluant dans leur couverture médiatique les perspectives de tous les groupes d'intérêts. Ils ne laissent pas de côté ceux qui savent moins bien s'exprimer que d'autres. Et ils évitent de favoriser une des parties en conflit parce qu'ils s'y sentent plus liés personnellement.

Le journalisme sensible au conflit n'est quand-même pas un nouveau concept qui révolutionne le travail journalistique 'ordinaire'. Au fond, travailler d'une manière sensible aux conflits ne signifie rien d'autre que de faire un journalisme de bonne qualité qui dote les journalistes de compétences nécessaires et qui leur accorde assez de temps pour produire des œuvres journalistiques bien documentées et équilibrées. Créer les conditions essentielles pour rendre possible un tel travail est déjà un défi largement suffisant.

Beaucoup d'organisations internationales préfèrent parler du 'journalisme pour la paix' pour décrire leur projets des médias. Elles entendent sous le terme une forme de couverture médiatique qui ne se concentre pas sur la recherche des causes d'un conflit mais qui encourage les journalistes à trouver activement des possibilités pour transformer des conflits et à rendre publique les efforts des initiatives de paix. De telles initiatives méritent incontestablement d'être promues et ont besoin des spécialistes en relations publiques. Mais il ne revient pas aux journalistes de prendre en charge cette tâche car cela signifierait pour eux de perdre leur indépendance journalistique qui est une des bases de leur travail.

Rester ou devenir indépendant constitue un défi majeur pour les journalistes dans la région des Grands Lacs. Dans tous les pays qui en font partie, la radio est la principale source d'information. Au Burundi, une

grande partie de la population était complètement coupée des informations lors de la tentative de coup d'état en mai 2015 seulement parce que les stations de radio étaient obligées d'arrêter leur travail.

Les stations de radio jouent un rôle clé dans la région mais beaucoup d'entre elles ont des difficultés considérables à encaisser assez d'argent pour effectuer des recherches approfondies et pour payer des salaires adéquats aux journalistes. Pour eux, cela tombe bien que des entreprises, des partis politiques et d'autres organisations les paient pour la diffusion d'émissions dont le contenu dépend des souhaits des commanditaires. Un phénomène semblable peut être observé dans les conférences de presse. Les journalistes signent lors de leur arrivée sur une liste de présence et reçoivent en retour une somme d'argent qui s'appelle 'transport' mais qui doit être comprise comme une demande pressante de fournir une couverture enthousiaste de l'événement. Celle et celui qui informe le public d'une manière critique n'est plus invité aux conférences futures et perd son salaire d'appoint. Dans de telles conditions, les journalistes qui sont prêts à et capables d'oser une couverture indépendante se comptent sur les doigts d'une main.

En conséquence, les médias dans la région des Grands Lacs transmettent surtout les perspectives de personnes puissantes et négligent celles des autres. A part l'aspect monétaire, il y a aussi la question des loyautés envers des autorités qu'on ne veut pas mettre en danger à travers une émission dans laquelle on remet en question leur travail.

Se dérober à ce système n'est pas du tout facile pour les journalistes concernés. Mais soutenir l'indépendance journalistique est cruellement nécessaire pour s'assurer que les plus vulnérables de la société trouvent leur place dans la couverture médiatique de la région. Au Rwanda par exemple, ce sont avant tout les personnes de position sociale élevée qui dominent le discours médiatique alors que la population plus défavorisée en dehors de la capitale Kigali ne participe pas encore au même niveau dans des émissions de radio.

Cela ne signifie pas que ces personnes sont les seules que les journalistes devraient interviewer. La tâche des journalistes professionnels est

d'inclure dans leurs émissions les avis de tous les individus et groupes qui existent dans la société et par là de faciliter une communication entre eux qui n'aurait pas eu lieu de la même façon sans le travail des journalistes. En donnant la parole à tout le monde les journalistes peuvent assurer le rôle de médiateurs et aider les auditeurs et auditrices à connaître et mieux comprendre les points de vue et besoins d'autres groupes identitaire avec qui ils n'échangent pas beaucoup dans leur vie quotidienne. De cette manière, les émissions radiophoniques peuvent contribuer à surmonter des clivages qui bien souvent commencent par des rumeurs et préjugés dans les têtes des gens. Et seulement si les images de 'l'autre' ne sont pas imprégnées d'incompréhension totale, la population a intérêt à chercher des propositions concrètes de solution pour des conflits dans leurs alentours et ces gens deviennent peut-être eux-mêmes des pacifistes militants.

Les journalistes par contre n'ont pas le droit de s'aligner sur l'un ou l'autre 'côté', ils doivent enquêter sur tous les aspects liés à un conflit. Au Rwanda, le 'travail journalistique' avant et pendant le génocide de 1994 a bien montré ce qui peut arriver dans le pire des cas si des journalistes n'insistent pas sur leur indépendance journalistique. Dans l'obéissance aveugle envers ceux qui suscitaient une haine ethnique, ils diffusaient des discours incendiaires contre la minorité des Tutsi.

L'expert canadien en journalisme sensible aux conflits Ross Howard résume le rôle des journalistes en quelques mots : « La mission des journalistes professionnels n'est pas de réduire les conflits. Leur mission est de diffuser des informations exactes et impartiales. Mais une bonne pratique du journalisme peut souvent mener à la réduction d'un conflit. »

En soutenant des journalistes pour se professionnaliser et de travailler d'une manière indépendante, le Service Civil Pour la Paix contribue activement au processus de paix dans la région des Grands Lacs qui a connu et qui est encore en train de connaître diverses situations de conflits.

Avec les informations contre la peur : un projet transfrontalier dans les Grands Lacs

*Par Judith Raupp**

« J'ai eu tellement peur », avoue-t-elle ; elle, c'est une jeune journaliste rwandaise. Avant qu'elle ne soit arrivée la première fois à Goma en République Démocratique du Congo ses amis l'avaient avertie : « Ils vont te tuer, les Congolais ! ». Aujourd'hui cette journaliste de Kigali vient régulièrement à Goma. Elle a trouvé des amis parmi les journalistes congolais. Elle n'a plus peur du peuple voisin.

La jeune femme fait partie du projet médiatique du Service Civil pour la Paix (SCP) dans la région des Grands Lacs. Apprendre ensemble le métier du journalisme et respecter l'autre, sont les objectifs principaux de cette activité.

Le projet implique une vingtaine de journalistes du Congo et du Rwanda. Ils se rencontrent dans des ateliers pour développer les sujets et la conception des émissions radiophoniques transfrontalières. Ces émissions sont diffusées en français, kishwahili et kinyarwanda par des radios congolaises, rwandaises et même à travers Voice of America au Rwanda. Les émissions et les publications écrites autour du projet traitent des thématiques de la vie quotidienne des jeunes dans la région, comme par exemple les mariages inter-culturels, la dot, le chômage, les spécialités culinaires de chaque pays. Quelquefois les journalistes choisissent même des sujets un peu délicats comme l'avortement. Ils apprennent à toucher aux tabous dans leur société pour provoquer une discussion franche et démocratique sur des problèmes existants afin de trouver des solutions non-violentes.

* Journaliste et formatrice, SCP Pain pour le Monde à l'ULPGL Goma, RD Congo.

Le projet, soutenu par Pain pour le Monde et la coopération allemande (GIZ), se concentre pour le moment sur la RD Congo et le Rwanda. Ces deux pays ont vécu une longue histoire de haine, de racisme et de violence. Les préjugés et la méfiance continuent de bloquer la pacification de la région des Grands Lacs. Les rencontres personnelles entre les jeunes journalistes et les visites au pays voisin respectif peuvent briser ce blocage.

C'est ainsi que les journalistes font souvent les recherches ensemble au Congo et au Rwanda. Ils arrivent même pour des stages d'une semaine chez les voisins. La Radio Tayna à Goma et l'organisation médiatique Ejo ! Youth Echo à Kigali accueillent régulièrement des stagiaires venant de l'autre pays.

En dehors de l'aspect de la cohésion sociale, le projet se focalise sur la formation journalistique. Dans des ateliers et à travers des travaux pratiques les jeunes apprennent les différentes facettes du journalisme, par exemple comment exécuter une bonne recherche, comment faire des reportages, des interviews, des portraits ou bien comment écrire une information d'actualité.

Nous insistons beaucoup sur le renforcement des capacités pour trouver des informations fiables et reconnaître la différence entre une information et une rumeur. Ce qui est très important est que les journalistes comprennent leur rôle et leur responsabilité en travaillant dans des situations où les conflits peuvent facilement éclater. Dans le projet les journalistes apprennent à prévoir les conséquences qu'une émission ou un article pourraient provoquer et à éviter de se faire manipuler ou instrumentaliser par certaines personnes de mauvaise foi. La sécurité des journalistes eux-mêmes et le principe du respect de la cohésion sociale sont les priorités.

Il est également important de faire connaître aux journalistes l'importance de rester indépendants. Ce qui veut dire, qu'ils doivent respecter la déontologie, rejeter la corruption et distinguer entre publicité et journalisme. A cause de la pauvreté des journalistes et du manque de moyens des médias, trop de journalistes au Congo et au Rwanda sont

tentés de publier des informations en faveur de quelqu'un qui les paie pour ce « service ».

Au-delà de cela, notre projet rencontre un autre défi. La liberté d'expression existe dans les lois mais pas dans la réalité. Les journalistes font face aux menaces et aux tentatives d'intimidations. La pression sur les journalistes augmente en période (pré-)électorale qui approche au Congo et au Rwanda. En conséquence beaucoup de journalistes préfèrent l'auto censure par peur de subir les conséquences graves d'une information indépendante. Mais sur la base d'informations fiables et d'un travail professionnel et indépendant, les jeunes journalistes du projet continuent à s'engager en faveur de la démocratisation de leurs pays et de la pacification de la région des Grands Lacs.

Ne plus avoir peur de son voisin – comme la jeune journaliste de Kigali l'a vécu – est une bonne base pour atteindre ces objectifs.

Nos pensées et nos souhaits par rapport au journalisme sensible aux conflits

Nous apprenons aux journalistes rwandais et congolais à toujours faire entendre la population, les vrais acteurs d'un événement. Alors nous aussi, nous voulons que vous lisez ce que les journalistes rwandais et congolais de notre projet pensent sur le journalisme sensible aux conflits. Suivez leurs citations :

Magguy Kakule, directrice des programmes de la Virunga Business Radio, Goma :

« Les formations dans le domaine du journalisme sensible aux conflits se déroulent très souvent dans les grandes villes comme Goma, Bukavu ou Beni. Mais les collègues de l'intérieur de notre pays, par exemple ceux des territoires de Rutshuru et Masisi voire même Beni, on les oublie. Sachant que ils travaillent aux endroits où on retrouve plusieurs conflits, entre autres inter ethniques, conflits de terre, conflits créés par les groupes armés. Ces journalistes de l'intérieur n'ont presque pas l'opportunité de suivre des formations sur le journalisme sensible aux conflits. En conséquence on observe le manque de professionnalisme grave. Quelques journalistes ne savent même pas comment poser une question, ils ne savent pas comment se sécuriser dans des zones de conflits. J'avais un peu discuté avec eux, certains m'ont fait voir qu'ils ont besoin d'aide. »

Franck Assani, reporter à Virunga Business Radio, Goma :

« La profession de journaliste doit en effet prendre en compte le calcul du risque dans son champ, mesurer sa probabilité, identifier ses facteurs et gérer ses effets. À une époque où les micros et les caméras attirent le feu des belligérants, le dilemme entre le devoir

risqué d'informer dans les conflits et le choix de ne plus y aller se pose avec acuité.

La première de choses est que le journaliste doit connaître les notions du droit international humanitaire qui est un droit né des conflits armés. À l'instar des militaires qui mènent la guerre, les journalistes qui la rapportent le font au péril de leur sécurité et de leur vie. En outre, l'évolution du journalisme et des médias, marquée par la révolution technologique et les contraintes commerciales, a conduit vers des dérapages qui pèsent sur les principes de l'information médiatique. La problématique des rapports entre journalisme et risque s'appréhender à travers l'ensemble des effets indésirables produits par les hasards de la guerre et par les dérives du champ journalistique ainsi que les menaces intentionnelles imputables aux acteurs des conflits. L'impact du journalisme sensible aux conflits sur la société le rapprochera davantage de la population car à chaque fois qu'il y aura un conflit entre communautés, celles-ci, se plaindront au près du journaliste pour porter très haut la voix de ceux qui se sentiront délaissés. »

Reagan Mwanaweka, journaliste de la Radio Tayna, Goma :

« Dans la zone en conflit un journaliste doit toujours être neutre et impartial. Il doit se faire guider par le code des journaliste. Il peut ne pas faire confiance à ces parties en conflits. Ainsi il doit être toujours prudent pour se protéger. Voilà, c'est ce que j'ai appris par rapport au journalisme sensible aux conflits. »

Valéry Mukosasenge, chef de programme de la radio Tayna, Goma :

« La formation en journalisme sensible aux conflits est utile aux journalistes de la province du Nord Kivu en général et de la capitale Goma en particulier. Tous les maux qui rongent cette partie du pays à l'est du Congo portent le germe des conflits, soit ethniques

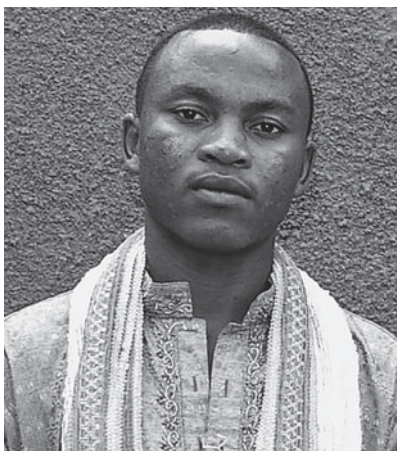
ou fonciers. Cela nécessite un bagage suffisant sur la gestion des conflits pour informer dans l'optique d'éradiquer ces fléaux. A mon avis il faut aussi apprendre les techniques de récolte des données en milieu de conflits. Comment peut-on concrètement exercer son métier dans ce milieu sans prendre position pour un camp. »

Betty Ndayisaba, journaliste de l'organisation *Ejo Youth Echo* à Kigali :

« Je vois que pour le moment la situation dans laquelle nous vivons est encore très difficile dans notre région. Mais à l'avenir cela va être mieux. Nous en tant que journalistes, on va travailler ensemble et on va voyager dans tous les pays de la région pour découvrir de bonnes choses qu'on ne connaît pas jusqu'à maintenant. Je crois que les journalistes doivent surmonter leur peur et aller dans leur pays voisin, même s'il y a des conflits. On doit voir les réalités au lieu de diffuser dans nos émissions des choses qui ne sont pas vraies. Et nous devons communiquer ces réalités à nos auditeurs pour que on commence à faire des choses ensemble. Nous devons dire : Ensemble, c'est possible ! »

Maurice Shyaka, journaliste de l'organisation *Ejo Youth Echo* à Kigali :

« Je souhaite que le journalisme sensible aux conflits réunisse les gens de nos pays différents. Ma mission en tant que journaliste est d'informer les auditeurs des petits conflits qui existent dans notre région pour qu'ils puissent chercher des stratégies pour éviter que ces conflits deviennent insurmontables. J'espère aussi que les rebelles de l'armée de l'ancien président rwandais Juvénal Habyarimana qui ont fui au Congo après le génocide se mettront ensemble avec des autres personnes dans la région pour chercher une solution pour la situation actuelle qui répond aux besoins de tous les côtés. »



Chrispin Mizero



Reagan Mwanaweka



Aallyah Teta Gwiza

© Le copyright des photos est avec les personnes y figurant.



Maurice Shyaka



Betty Ndayisaba



Valéry Mukosasenge

Chrispin Mizero, journaliste de l'organisation Ejo Youth Echo à Kigali :

« Je crois que le journalisme sensible aux conflits est une chaîne de communication qui donne à tout le monde l'occasion d'exprimer ses idées. Il aide les auditeurs à recevoir des informations sur ce que les gens dans la région pensent. S'ils savent ce que les voisins pensent c'est facile pour eux de trouver des solutions aux conflits. En ce moment, au Burundi par exemple les jeunes sont utilisés pour déranger la paix dans leur pays. Ils se font payer par des politiciens pour faire peur à la population. Parfois les jeunes sont manipulés à faire des choses sans réfléchir sur ce que cela veut dire. Le gouvernement peut leur dire de faire des choses qui sont seulement bien pour eux-mêmes Je crois on pourrait produire une émission qui parle de ce problème et par-là les auditeurs pourraient être encouragés à bien réfléchir avant de faire quelque chose de mauvais. »

Aallyah Teta Gwiza, journaliste de l'organisation Ejo Youth Echo à Kigali :

« Tout d'abord, moi en tant que journaliste, je dois avoir bon espoir de pouvoir contribuer à la construction de la paix dans la région. Je peux aussi sensibiliser mes collègues. Le journalisme est très important parce que les gens font confiance aux journalistes. Ce sont eux qui transmettent par exemple le message : < Demain vous allez tous avoir un jour férié. > Et les gens ont confiance que c'est vraiment le cas et restent tous à la maison. En tant que journaliste tout le monde a confiance en moi, c'est pour cela que j'ai la responsabilité de faire des efforts pour contribuer à la construction de la paix à travers mes émissions. »

Mon premier séjour au pays voisin

Par Maxime Rindiro*

Je suis membre de l'organisation Ejo ! Youth Echo à Kigali. Pendant sept jours j'ai fait un stage chez Radio et Télévision Communautaire Tayna (RTCT) à Goma. C'était ma première fois de franchir la frontière pour aller dans un pays étranger.



*Maxime de Ejo !
Youth Echo avec Lydia et Reagan,
deux journalistes de la RTCT
(Photo: Maxime Rindiro)*

Pendant mon séjour à Goma il y avait plusieurs surprises pour moi. J'avais mis mes pieds au Congo et directement je me sentais différent. J'avais tant de choses en tête. Je me demandais si les Congolais pensent vraiment des Rwandais d'une manière négative comme on le dit chez nous. Ce qui me préoccupait était le destin des Rwandais qui étaient au Congo pendant la période du M23. D'après ce que j'avais appris aux médias, les Congolais menaçaient les Rwandais en leur accusant d'être des espions. Aussi le fait que quelques Congolais avaient célébré suite à une fausse rumeur qui disait que notre président Paul Kagame était mort, m'a inquiété.

Face à tout cela, j'avais un peu peur. Je me suis demandé comment j'allais vivre dans un pays où les gens m'accusent d'être leur ennemi et je me sentais aussi coupable vis-à-vis de cette situation. Mais de l'autre côté, je voulais juste connaître la vérité à propos de tout cela et je me disais « Je vais m'adapter quand-même ».

Mon co-frère Valery Mukosasenge, chef de programme de la RTCT, voulait m'accueillir à la frontière. Je passais la petite barrière et j'attendais son appel. Je profitais de cette occasion pour observer comment les Congolais se comportaient envers les autres Rwandais qui entraient au Congo. Chez nous, chaque jour beaucoup de marchands congolais passent la frontière pour aller faire le commerce au Rwanda. Ce jour-là, j'ai vu que les Rwandais font la même chose à Goma et je pouvais observer qu'ils le font tout paisiblement.

Pendant que j'observe encore la situation, un coup d'appel m'atteint. C'est Valéry. Il m'attendait à la grande barrière, alors que moi, j'avais passé la frontière à la petite barrière. Il y a trois kilomètres entre les deux endroits. Je suis alors allé là-bas pour le rejoindre. Et je devais passer la frontière encore une fois.



Les mouvements entre les Rwandais et les Congolais à la petite barrière
(Photo: Maxime Rindiro)

On prenait la moto vers la station Tayna et je voyais que les casques bleus des Nations Unis envahissent la ville. Leurs véhicules circulaient partout. Je remarquais aussi beaucoup d'affiches publicitaires des sociétés de télécommunication Airtel et Vodacom qui disaient : « smartphonisez-vous ! ». J'ai aimé ce slogan.

Arrivé à la station, je passais de bons moments avec les journalistes de la RTCT. Avec le journaliste Christian Kambale je suis allé à un port pour vérifier si un accident de bateau dont les journalistes avaient entendu parler, avait vraiment eu lieu.

Après, on a fait un micro-trottoir (demander des questions à la population) pour connaître ce que les gens pensaient d'une citation du Dufina Tabu, le président de l'association des volontaires du Congo (ASVOCO). Il venait de dire : « Je déclare la guerre judiciaire contre les tracasseries



*Le bateau Emmanuel 2
en question*
(Photo: Christian Kambale)



*Dufina Tabu,
président de l'ASVOCO*
(Photo: Maxime Rindiro)

et la pénalisation de la torture imposées par les tribunaux afin de réclamer que la justice soit faite dans l'appareil judiciaire, et si je meurs, ça sera pour cette cause ».

En récoltant les idées des jeunes, je me sentais comme chez moi. Il n'y avait pas de différence entre le travail journalistique au Rwanda et à Goma. Quelques personnes se sont mis d'accord, d'autres se sont prononcé contre cette citation. Et alors que je me présentais comme journaliste rwandais, personne ne m'a fait du mal.

J'ai aussi eu l'occasion de visiter le quartier « Birere ». C'est un quartier qui ressemble à notre quartier populaire « Birygogo » à Kigali et je l'ai beaucoup aimé. Tout le monde était occupé et les gens exclamaient le mot « Bunga ! Bunga ! ». Le terme en swahili signifie « la farine du manioc » et représente la même chose comme chez nous en kinyarwanda le mot « Ubugali » : le slogan signifiant « chercher de l'argent ».

Car je m'étais posé cette question depuis plusieurs jours sans trouver une réponse, je demandais à mes collègues congolais qu'est-ce qu'ils pensent de moi en tant que journaliste Rwandais. La réponse était simple : « Morphologiquement, tu es Tutsi. » Je n'étais pas content de cette réponse. Je leur ai expliqué que j'étais simplement Rwandais et que



*Mon cher collègue Christian Kambale,
journaliste sportif de la RTCT,
et moi à la maison de BDGL
(Banque de Développement
de la Région de Grands Lacs)*

la distinction entre les Hutus, les Tutsis et les Twa n'était pas déterminé par la morphologie mais par la classe sociale. J'ai expliqué qu'au passé les gens pouvaient changer de classe sociale et je leur ai raconté l'histoire d'un Rwandais qui faisait partie de la classe de la famille Busyete des Twa à l'époque. Parce qu'il il avait sauvé la vie du roi durant les conquêtes d'expansion du Rwanda, il devenait Tutsi et le roi lui donnait des troupeaux. J'ai essayé de convaincre un de mes collègues congolais du fait qu'il y avait rien d'autre que des classes sociales, mais ce n'était pas facile car ils disaient qu'ils avaient appris une autre histoire à l'école.

A ce moment-là, une idée me venait en tête : Il devrait y avoir une nouvelle forme d'éducation dans notre région qui enseigne et démentit les mensonges que les colonisateurs avaient propagés chez nous. Je crois qu'eux, ils savaient qu'on ne vivra jamais ensemble en paix si seulement ils nous racontent une fausse histoire qui parle des distinctions entre nous.

En réalité, il y a beaucoup de points que les Rwandais et les Congolais ont en commun et qui nous unissent. Pendant mon stage, par exemple, j'ai fait la connaissance de mon frère congolais Fiston Muhindo et on a constaté qu'on partage les mêmes intérêts. Nous deux on est « musiciens », lui, il est chanteur et moi, je suis rappeur et compositeur révolutionnaire.

Après avoir eu l'occasion de travailler avec l'équipe de la RTCT pendant tout ce temps je les remercie du fond de mon cœur pour tout ce que je pouvais apprendre chez eux. Dans une émission de radio que j'ai produit ensemble avec mes collègues congolais Jeremie Kihambu, Valery Mukosasenge, Reagan Mwanweka et les autres, lors de mon stage, j'ai résumé tous ce que je venais d'apprendre en une seule phrase : « Qu'on ne se laisse pas jouer par la politique, c'est à nous de jouer la politique. »

Les présumés ennemis sont devenus mes amis

Par Reagan Mwanaweka

En République Démocratique du Congo (RDC) il existe beaucoup de préjugés. Il y a des gens qui confirment même la thèse selon laquelle le peuple rwandais est l'ennemi éternel du Congo. « Ils sont mauvais », martèlent-ils.

J'ai grandi au Congo avec tous ces préjugés. Je voulais voir moi-même si cela est vrai ou pas. J'ai passé alors sept jours à Kigali, la capitale du Rwanda. Sept jours avec les Rwandais où j'ai mangé leurs mets, logé parmi eux et discuté avec eux. Avec mes présumés ennemis.

Mon expérience: Je fus surpris de constater que tout ce qu'on raconte sur eux chez nous ne correspond pas à ce qu'ils sont.

Avant que j'aille au Rwanda évidemment certains préjugés me hantaient aussi. Je me suis demandé : ne vont-ils pas, les Rwandais, me trouver différent et m'isoler par la suite ? Ou ne vont-ils pas me faire du mal en se vengeant par rapport aux accusations que nous portons sur eux en RDC ?

Arrivé au Rwanda, j'ai découvert un peuple très accueillant et qui aime rigoler. Toutes les histoires grotesques racontées sur ce peuple en RDC par certains instigateurs étaient diamétralement opposées à ce que je constatais. Au Congo, on racontait qu'ils sont méchants, qu'ils ne sont pas dignes de confiance et même des choses pire que ça. Mais au contraire !

J'ai passé seulement sept jours au Rwanda. Inutile de vous dire que dans une semaine on peut embraser un pays sur base des préjugés, même

* Journaliste, Goma.

un continent, mais aussi qu'en sept jours on peut connaître autrui si on le veut. Je me suis rendu compte que les problèmes des préjugés des Congolais envers les Rwandais sont liés au manque de rencontre entre ces deux peuples et à un désintéressement de se connaître mutuellement.

J'ai rencontré des Rwandais ouverts, passionnés, avides de discuter et sympathiques. Par exemple, avec Nadine Uwamahoro, journaliste de la place, nous avons fait une recherche dans un village près de Kigali. J'étais un peu inquiet, comment la population là-bas m'accueillerait-elle ? Comme je suis morphologiquement visiblement congolais, seraient-ils hostiles ? Mais tout s'est bien passé et j'ai pu même parler ouvertement avec ma collègue Nadine. Nous avons passé pas mal de temps en partageant nos différentes expériences avec de gros sourires. La même chose s'est passé avec Maxime Rindiro, il est aussi journaliste rwandais. J'ai découvert qu'il aimait comme moi la philosophie.

Je suis convaincu que les deux peuples ont de bonnes bases pour se réconcilier car ils ont beaucoup de choses en commun. Non seulement nos vies en dépendent, mais aussi celles des futures générations.

Du rôle de la presse en période électorale dans le contexte actuel du Sud-Kivu

*Par Franck Zongwe, Anja Vollendorf, Libwe Mufumbe, Odile Bulabula**

1. Introduction

« Le journalisme est un moyen de débattre de manière éclairée sur un large éventail de questions de développement depuis les défis environnementaux et le progrès scientifique jusqu'à l'égalité des genres, en passant par la participation des jeunes et la consolidation de la paix. Ce n'est que lorsque les journalistes sont libres de surveiller, d'enquêter et de critiquer les politiques et les actions qu'une bonne gouvernance peut exister. » Tel est le message commun du Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, et de la Directrice générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la presse 2014.

Le 3 mai de chaque année, permet aux journalistes de célébrer les principes fondamentaux de la liberté de la presse, d'évaluer la liberté de la presse à travers le monde, de défendre l'indépendance des médias et enfin de rendre hommage aux journalistes qui ont perdu leur vie dans l'exercice de leur profession.

Pour l'an 2015, le thème choisi par l'UNESCO est : « Laissez le journalisme prospérer ! Vers une meilleure couverture de l'information, l'égalité des sexes et la sécurité à l'ère du numérique ».

* Pour le Réseau d'Innovation Organisationnelle (RIO), Bukavu, RDC.

Ce message tombe à point nommé car la province du Sud-Kivu en particulier et la RDC en général est en pleins préparatifs des élections provinciales, municipales, locales avant celles sénatoriales. Cette grande compétition qui met aux prises les politiques de tendances divergentes ne doit pas constituer l'occasion de diviser les composantes de la nation qui a plus que jamais besoin de paix et de cohésion. Pourtant, le contexte actuel révèle que les messages véhiculés à travers la presse sont de nature à attiser la haine ethno-tribale et à fragmenter la société congolaise.

2. Contenu de la liberté de presse, que signifie-t-elle, quels sont les indicateurs d'une presse libre

En effet, Egide KITUMAINI, commissaire provincial des scouts du SUD KIVU et journaliste au journal « Le Souverain » a catégorisé les maisons de presse du Sud-Kivu en les regroupant en 5 types, à savoir :

- ◆ *les médias politisés* : C'est le cas de la chaîne nationale, la Radio-télévision nationale congolaise (RTNC) qui est sous la gestion directe du pouvoir en place. Elle n'a aucune marge d'autonomie. Elle reçoit les ordres de la capitale Kinshasa et n'agit que dans ce cadre là. Elle ne jouit d'aucune liberté d'initiative. Elle, et toutes ses stations relais, du niveau national au niveau local, sont sous contrôle direct du pouvoir.
- ◆ *les médias confessionnels* : ce sont des chaînes initiées par les Eglises pour des fins évangéliques. Tout se base sur la foi. Les vellétés de liberté que les journalistes osent initier sont rapidement étouffées par les exigences de la foi.
- ◆ *les médias hautement politisés* : Ce sont des chaînes qui ont vu le jour dans les contextes particuliers de propagande électorale de 2006 et 2011.

Ce sont des politiciens ambitieux qui ont trouvé moyen de s'adresser à la population à travers la presse dans le souci de vouloir gagner les élections. La main-mise des propriétaires est totale, ils dictent la ligne éditoriale de leurs chaînes. Ils ne se gênent pas à menacer le personnel, les journalistes qu'ils emploient en violation du code de travail. Des journalistes, en majorité jeunes finalistes des universités, en quête d'emploi, dans la plupart de cas, sans formation journalistique préalable sont soudoyés pour des raisons de survie. Ils n'ont pas de salaire fixe et n'osent pas s'en plaindre, car ils sont constamment menacés de révocation. Ces chaînes se font classer abusivement parmi les radios communautaires alors qu'en réalité ce sont des instruments servant pour les intérêts de ces politiciens. Ils organisent certaines émissions attrayantes afin de captiver leurs auditeurs.

- ◆ *les chaînes communautaires ou associatives* : outil indispensable dans le développement des communautés, la radio communautaire est contrôlée par la communauté qui en est propriétaire. Elle est caractérisée par la participation de la communauté à sa création, à son développement et à sa gestion. Selon l'UNESCO, la radio communautaire a pour but de donner la parole à ceux qui en sont privés, de servir de porte-voix aux populations marginalisées ; elle se situe au cœur du processus de communication et de démocratisation des sociétés. La radio communautaire permet aux citoyens de faire connaître leurs points de vue sur les décisions qui les concernent. Au sein de ces structures, les notions de transparence et de bonne gouvernance prennent une nouvelle dimension et contribuent au renforcement de la démocratie. La radio communautaire amplifie les efforts de développement des populations rurales et des couches défavorisées des villes, du fait de sa capacité exceptionnelle à faire partager en temps réel des informations essentielles concernant le développement, les perspectives d'avenir, les expériences, les connaissances pratiques et les questions d'intérêt général. Pour le Sud Kivu, c'est notamment le cas de la Radio de l'Institut Supérieur de Développement Rural (Radio ISDR), Radio

Maendeleo, et beaucoup d'autres radios oeuvrant dans les huit territoires que compte la province du Sud-Kivu,

- FIZI : Radio Kaboke Mboko ; Mutambala : Radio Baraka, Radio Umoja, Radio Amani, Radio Ngoma ya Fizi, Radio Lwenge, Tuungane, FM ; Radio Muungano, Radio Ateka, Radio Communautaire Umoja ; Nombi des patriotes, Radio Tuungane FM,...
 - UVIRA : Radiotélévision Lukula, Radiotélé du Peuple, Radio Impact, Radio Mitumba, Radio ONDES (Kiliba), Radio Sange, Radio Kamanyola,
 - MWENGA : Radio PIL, Radio Mutanga, Radio Liberté, Radio APIDE,
 - IDJWI : Radio Mugote, Radio Edjwi Lino,
 - KALEHE : Radio Communautaire de Kalehe (RCK), Radio communautaire de Nyabibwe (RCN), Radio Communautaire de Bubandano
 - WALUNGU : Radio Mulangane, Radio Umoja, Sauti ya Wamama
 - KABARE : Eka FM, Radio Communautaire de Kabare
 - SHABUNDA : Radio Mutanga.
- ◆ *la presse écrite* : son développement est très faible au Sud Kivu. Ce sont des maisons non inféodées, peu productives et non influentes dans la province. Elles restent l'apanage de certains individus.

3. Contexte actuel du Sud-Kivu

Pour ce qui est du processus électoral, les candidats députés provinciaux sont en train de déposer leurs candidatures au niveau de la CENI. Il y a de l'ambiance car les partisans accompagnent les candidats de leurs partis avec des chansons de victoire qui les rassurent. De l'autre côté, des dissensions internes sont ressenties au niveau des partis autour du leadership. Ainsi, des partis pirates s'alliant aux autres partis sont nés et conduits par les responsables des partis en province. On peut par exemple trouver un responsable à la tête de deux partis politiques.

Le RIO possède une expérience pour avoir travaillé avec d'autres organisations de la société civile du Sud Kivu dans l'observation des élections du Sud Kivu et le monitoring des violations des droits humains dans le processus électoral. Des outils de sensibilisations avaient également été conçus et vulgarisés à travers toute la province.

La question de la liberté et du professionnalisme des médias reste d'actualité au Sud Kivu où les journalistes des ces différentes radios ne détiennent pas la formation requise à leur métier. Le muselement de la presse, les détentions arbitraires des journalistes, la censure, les menaces et les intimidations de la part des détenteurs du pouvoir, l'accès aux sources d'informations, restent difficiles, du fait, notamment, du contexte de guerre et d'insécurité permanente ayant rendu quasi impossible l'avènement d'une société démocratique en RDC.

Actuellement, l'on observe que certaines radios communautaires sont en train de perdre leur déontologie ; certaines soutiennent ouvertement les politiciens et développent plus de débats partisans. Par manque des moyens financiers et surtout par méconnaissance de leurs rôles, elles se font manipuler par des politiciens véreux et s'alignent ouvertement au soutien d'un parti politique. Comme dit ci haut, des chaînes des radios hautement politisées s'appellent de façon abusive « radios communautaires » afin de rechercher des appuis auprès des donateurs qui s'intéressent à la qualité de l'information diffusée. Les insultes, les campagnes de dénigrement entre politiciens ont commencé, la cohésion sociale est entamée. En cette période électorale, l'impartialité des médias confessionnels par rapport aux partis politiques est également en doute.

Concernant les journalistes, la question de l'indépendance revient sur la table. Ils sont toujours en quête d'argent. S'ils couvrent une activité, ils exigent outre les frais de couverture payés aux maisons de presse, une petite collation appelée communément 'transport' orientant aussi la qualité de l'information fournie. Leur capacité d'analyse et d'interprétation ne prouve en aucun cas un professionnalisme acquis d'où un besoin réel de renforcement de leurs capacités afin de jouer un rôle positif et constructif en cette période électorale.

Concernant la presse écrite, au Sud Kivu, suite aux blocages financiers Certains journaux paraissent de façon sporadique. C'est le cas de 'Le Souverain (libre)', 'Le Point Capital', 'Médias Tours' et 'Kivu Safari'. Ils ne sont pas beaucoup lus. Ils ornent certains bureau où ils sont placés à la réception, mais n'attirent pas l'attention des lecteurs. Comment réveiller la population afin qu'elle découvre les informations contenues dans les journaux écrits ? Cela demeure un défi indéniable qui mérite une interpellation de tous les agents sociaux afin de mettre sur pied des mécanismes appropriés pouvant canaliser une attention aux journaux écrits.

Notre rêve : L'on attend le moment de libéraliser l'expression de la pensée. L'on attend le moment pour les espaces des débats sans incursions des agents de l'Agence Nationale des Renseignements. Un jour, on aura l'indépendance des médias au Sud Kivu et nous travaillons pour réaliser ce rêve.

Fait à Bukavu, le 18 mai 2015

Au Nord-Kivu les radios communautaires apportent leur pierre à l'édifice de la paix localement et dans la région

Par Jacques Vagheni*

Les personnes affectées par les conflits, les pauvres, les vulnérables, les femmes et les enfants, les villageois, les sans abris ont eux aussi le droit d'accéder à l'information et le droit à l'opinion. Leur voix doit être entendue autant que celle des gens nantis. A travers leur solidarité matérialisée par la plate-forme CORACON¹, les radios communautaires se sont données un rôle que nous pouvons résumer par « la voix de sans voix ».

Je travaille pour une radio communautaire depuis 2004 et dès lors j'ai compris que donner la parole à une personne, peu importe son rang, c'est l'élever, c'est lui permettre d'avoir confiance en elle-même, c'est lui ôter le désespoir au sens qu'elle se rassure que sa cause est désormais entendue. Monsieur Albert ITUNGI nous le révèle après une interview : « *Je suis content, je viens de dire ce qu'on m'avait empêché de dire devant la police qui m'avait arrêté sans motif. Je me sens plus fort avec cette radio, maintenant je rentre à la maison demander à toute ma famille de suivre l'émission* ». La Radio Tayna, initialement implantée en milieu rural de Kasugho/Lubero avant d'ouvrir sa station en ville de Goma vit cette expérience qu'elle place au service du rétablissement de la paix en Province du Nord Kivu et à la sensibilisation de la population pour une utilisation durable des ressources naturelles.

La Province du Nord-Kivu est victime de conflits violents depuis les années 1994, conflits qui prennent des formes variées : rébellions,

¹ Collectif des Radios et Télévisions Communautaires du Nord Kivu-CORACON-, membre de la Fédération des Radios de Proximité du Congo-FRPC.

* Journaliste, coordinateur du CORACON, Nord Kivu.

afflux des réfugiés et déplacés, pillages de biens, massacres, kidnappings, méfiance entre peuples voisins, etc. Les personnes vivant en milieu rural, y compris les femmes et les enfants en sont très affectés.

Le CORACON compte plus de 50 radios communautaires et associatives, elles sont parsemées dans les milieux urbains et ruraux jusqu'à arroser les coins où aucune autre radio n'est captée. Dans ce genre de milieu, la fréquence est unique ; l'auditeur ne peut pas zapper. La radio y est perçue comme la voix de la vérité au sens que la communauté prend pour vraie une nouvelle uniquement si elle est relayée par la voie des ondes.

De partout où elles émettent, ces radios sont des espaces d'expression pour les populations à la base. Elles sont pour la plupart créées pour affronter une question spécifique telle la défense des droits humains, l'éducation mésologique, la promotion de l'agriculture,... mais dans la pratique ces médias abordent des programmes qui touchent à tous les secteurs de la vie. C'est la conséquence de prendre en compte les avis et les attentes de la communauté desservie en information dans l'élaboration des grilles des programmes et des contenus. Elles sont généralement des structures apolitiques et leurs journalistes souscrivent aux principes du journalisme indépendant.

Les radios communautaires ont beaucoup servi dans la reconstitution des familles séparées par les conflits violents moyennant les communiqués et les informations qu'elles diffusent. Elles donnent la primeur de la parole aux personnes de rang inférieur car leur principe c'est que l'information doit fonctionner du bas vers le haut, autrement dit des administrés vers les dirigeants.

Le journaliste KAMBALE SIKU de la Radio Evangélique de Butembo exprime son sentiment de satisfaction après avoir tendu son micro à une famille en refuge au camp des déplacés de Mugunga situé dans la banlieue de la ville de Goma : *« J'ai eu l'impression d'être plus utile à ma société quand j'ai interviewé cette dame enceinte à la tête d'une famille de 8 personnes dans un camp des déplacés car elle m'a dit qu'elle est sûre que sa voix va être écoutée ».*

Les radios communautaires du Nord Kivu travaillent depuis 2012 sur des programmes d'appui à la consolidation de la paix. Il s'agit d'émissions dans lesquelles les personnes affectées par les conflits obtiennent la parole. Elles parlent de leurs efforts dans le processus de se restaurer. Quand ces propos sont diffusés en synergie dans toutes les radios de notre Collectif, l'écho joyeux des auditeurs prouve à eux et à tout le monde que l'on peut réussir sa vie même après des événements malheureux. Madame Nyota rencontrée dans son champ répond au micro d'un journaliste de la radio communautaire Lubero Sud(RCLS). Son témoignage : « Les autorités nous ont déjà rejetés, nous sommes oubliés, merci pour notre radio qui va permettre que nous soyions écoutés ».

Depuis l'année dernière, les radios communautaires du Nord Kivu, en partenariat avec l'Université Libre des Pays des Grands Lacs appuyé par le SCP/Pain pour le Monde² et le groupe des jeunes Rwandais ECHO appuyé par la coopération bilatérale allemande GIZ participent au rapprochement des peuples de la sous-région des Grands Lacs. Par des stages croisés, des journées de réflexion sur les préjugés qui divisent et le patrimoine culturel que ces populations partagent en commun, les journalistes et les auditeurs de ces radios perçoivent autrement, petit à petit, les conflits qui ébranlent la sous-région.

Les journalistes Reagan et Maxime ont pris part aux échanges transfrontaliers. Pour Reagan Mwanaweka, journaliste à la Radio Tayna de Goma, son stage à Kigali lui a permis de créer des amitiés avec des personnes appartenant à un milieu que d'aucuns qualifient d'hostile. Aujourd'hui il plaide pour une nouvelle façon de voir les choses dans la région. Quant à Maxime RINDIRO du groupe ECHO de Kigali, son séjour à Goma est un souvenir inoubliable, il conseille aux jeunes de briser les barrières culturelles et frontalières pour faire des alliances en faveur de la paix.

Pour réaliser leur rêve, celui de médias de proximité, les radios communautaires et associatives utilisent pour la diffusion des informations,

² SCP est le Service Civil pour la Paix, un programme allemand qui appuie les efforts du développement et de la pacification dans le monde.

les langues locales, à part bien entendu le Kiswahili et le Français. Il y en a plusieurs au Nord Kivu et c'est chaque radio qui adapte cette disposition dans son coin. Ainsi par exemple en territoire de Beni et de Lubero, les radios diffusent leurs programmes en Kinande. En territoire de Rutshuru c'est le Kinyarwanda, à Masisi le Kihunde et le Kinyarwanda et à Walikale le Kinyanga.

Et comment s'assurer que la radio communautaire répond aux attentes des auditeurs ? Comment donner la parole à plus de personnes ? Les clubs des auditeurs constituent une voix pratique utilisée par les radios communautaires pour assurer la combinaison entre l'administration de la radio et la population. C'est un interface utile pour le feedback et la propagation des messages au sein des communautés.

Tout n'est pas rose dans l'exercice du métier de journaliste chez les radios communautaires, les grands défis restent la sécurité et l'indépendance économique qui n'est toujours pas garantie étant donné les moyens limités de ces médias. Le fait que nombreux d'eux fonctionnent en milieu rural où des multiples groupes armés sont encore retranchés rend complexe le travail de collecte, de traitement et de diffusion des informations neutres, crédibles et indépendantes. Au moment par exemple où le territoire de Rutshuru était occupé par la rébellion du M23, la Radio Communautaire Ushirika (Racou FM) a fermé ses éditions de journaux pour survivre à la pression des rebelles.

Quoi qu'il en soit, l'espace médiatique du Nord Kivu en particulier et celui de la RD Congo en général est arrosé des radios dont la plupart appartiennent à la catégorie des radios associatives ou communautaires. Elles contribuent en grande échelle à la circulation de l'information jusque dans les zones où les radios puissantes-référence faites à la Radio Nationale, la RTNC et la Radio Okapi des Nations Unies- ne sont pas écoutées. Elles seront plus utiles encore dès qu'elles auront atteint une possibilité d'autonomie des moyens afin de matérialiser l'indépendance éditoriale.

Cameroun : les radios communautaires et la consolidation de la Paix

Par le Rév Ebai Gustav Tabi &
Alexander Vojvoda***

Depuis le génocide Rwandais de 1994 et l'implication hautement controversée de Radio Mille Collines (Radio RTLMC) dans le combat, notre pays, comme la plupart des pays d'Afrique, a traversé les différentes étapes des expériences qui suivent une catastrophe, couronnées en définitive par l'indifférence. Ainsi, on peut débattre aujourd'hui de l'histoire Rwandaise, mais avec indifférence, comme si on la considérait comme un effet du hasard.

Par conséquent, le rôle que les Radios Communautaires peuvent jouer en faveur de la consolidation de la paix ou du conflit, a été et reste perverti. Les Radios Communautaires qui avaient émergé avec l'aide de l'UNESCO se sont éteintes pour différentes raisons, avec comme principal motif le manque de participation des communautés.

Alors que, partout dans le monde, on assiste à l'écllosion du terrorisme et d'autres conflits violents, particulièrement en raison de tensions associées aux idéologies, à la religion et à des causes économiques et sociales, notre façon de communiquer et la source de nos informations prennent une importance de plus en plus grande.

Le Cameroun est unique de par le fait qu'il n'existe pas de conflit déclaré mettant en péril la sécurité des populations de l'ensemble du pays. Les efforts préventifs ont toujours des chances de succès. Aussi, nous avons l'intention d'examiner dans quelle mesure les Radios Com-

* Responsable de l'information à l'Eglise Presbytérienne du Cameroun (EPC)

** Professionnel d'appui Pain pour le Monde à l'EPC, Buea, Cameroun

munautaires peuvent participer à la consolidation de la paix et au maintien de la justice et du développement.

Les Radios Communautaires

L'UNESCO a initié la création des radios communautaires au Cameroun avec 22 stations dont deux seulement fonctionnent encore aujourd'hui. A la suite de l'UNESCO, certains conseils, des églises et des ONG par le biais de partenaires, se sont impliqués, et en 2004 le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a entrepris d'intégrer les conseils municipaux, avec le concours des Radios Communautaires dans la conception et la stratégie.

Aujourd'hui, officiellement, il existe plus de 100 Radios Communautaires au Cameroun. Cependant, ces chiffres ne sont pas représentatifs de la réalité car de plus en plus d'associations ou d'individus mettent en place des stations de radio dans leurs communautés. Cette implantation arbitraire des radios conduit également à toutes sortes de systèmes administratifs. L'aptitude des radios communautaires du Cameroun à faire du bien ou du mal, à participer à la consolidation de la paix ou à exacerber le conflit est palpable. Dans l'année qui vient, le PNDP mettra en place 25 radios communautaires supplémentaires suivant les modèles mêmes qui ont transformé les radios locales en stations commerciales ou en instruments de propagande sous la direction de l'UNESCO.

Cet article tente de donner des précisions sur trois problèmes concernant le Mouvement des Radios Communautaires au Cameroun: la propriété, la direction et la programmation. L'article portera ensuite essentiellement sur le potentiel du Secteur des Radios Communautaires au Cameroun et sur ses contributions possibles à la consolidation de la paix et à la transformation du conflit.

Le Contexte actuel

La Propriété

Au Cameroun, la notion de propriété d'une radio locale recoupe de nombreuses structures communautaires. Les radios de ce type sont dirigées par les conseils municipaux, les églises, les ONG et les associations. Il existe même des radios communautaires qui, sur le papier, appartiennent à la communauté mais qui sont animées par un seul individu. Ce dernier aspect représente la principale cause d'échec d'un grand nombre des premières radios communautaires créées par l'UNESCO ; puisque les communautés ne comprenaient pas leur rôle de propriétaires ou n'avaient pas le droit de l'assumer, les radios pour la plupart se sont trouvées à court de financements et elles ont dû prendre une orientation commerciale ou fermer.

La Direction

Sous des formes aussi diverses que la propriété des radios communautaires, ainsi se présente la direction. Les comités de direction communautaires typiques ont été remplacés par d'autres institutions selon les besoins ou selon les organisations. Dans la plupart des structures, certaines personnes ont acquis un contrôle absolu et dirigent les radios d'une façon quasi-commerciale.

L'exclusion des membres de la communauté des structures de propriété et des processus de prise de décision ne constitue pas la seule circonstance problématique relative au déclin du Secteur des Radios communautaires au Cameroun. De surcroît, les programmes et le contenu des émissions ne reflètent pas la situation dans les communautés, car on assiste à une transformation des structures de propriété en faveur d'une orientation commerciale des radios.

La Programmation

La programmation de la plupart des radios communautaires se limite à leur aptitude à interagir avec la communauté qu'elles desservent. Les radios locales qui entretiennent des relations ouvertes avec la communauté ont des membres de ces mêmes communautés en charge de divers programmes radiophoniques. Ces programmes portent sur la culture, l'allègement de la pauvreté, l'éducation, les informations, le développement, la justice, et la paix selon divers degrés d'importance. Cependant, le manque de financements, la faible participation de la communauté dans certains cas et le système de gestion du haut vers le bas ont réduit une bonne partie de la programmation et aujourd'hui, on mise davantage sur ce qui peut attirer les bailleurs de fonds.

La marche à suivre ?

Les besoins des radios communautaires dans la consolidation de la Paix

Au Cameroun, les technologies modernes se répandent comme des feux de brousse. L'appropriation de l'ère du numérique n'a jamais été aussi facile ! Un pays de moins de 25 millions d'habitants qui compte déjà presque 17 millions d'abonnés au téléphone mobile ! Il existe plus de 150 journaux, 40 publications en ligne, 4 chaînes de télévision avec une couverture nationale et par satellite, et une station de radio nationale.

Avec tout cela, il semblerait qu'il n'y a aucun besoin d'une radio locale. Bien au contraire car l'usage de ces médias modernes est fortement concentré dans les centres urbains. En raison d'une électrification rurale et de niveaux d'alphabétisation médiocres, la population des campagnes compte sur les radios communautaires pour avoir accès aux nouvelles et aux informations sur la culture, les questions sociales et l'éducation. Les journaux ont du mal à atteindre le milieu rural et quand ils y parviennent, ils sont trop onéreux et difficiles à comprendre pour la popu-

lation. Les signaux télévisuels n'atteignent pas les zones rurales et s'ils y arrivent, l'absence d'électricité représente un handicap.

D'autre part, des postes de radio de tailles et de marques différentes restent abordables. On peut aussi se procurer des piles facilement et les utiliser sur une longue durée. Par conséquent, la plupart de nos localités dépendent des radios communautaires pour les nouvelles et l'éducation. Les radios communautaires et leurs animateurs jouissent d'une notoriété en zone rurale. La population des campagnes dépend de ces radiodiffuseurs locaux pour leurs informations et elle leur fait confiance. Cela donne une grande importance aux radios communautaires dans le maintien de la paix, de la justice et du développement. Par ailleurs, la station de radio locale diffuse également dans la langue de la communauté, du village ou des environs et elle génère ainsi un sentiment de pertinence et de proximité pour la population locale.

Le Cameroun et la consolidation de la paix

Peu de gens considèrent peut-être le Cameroun comme une région déchirée par les guerres ou par les conflits mais les actes de terrorisme quotidiens et les enjeux d'une transition politique possible produisent des éléments sous-jacents au conflit.

Un pays avec autant de diversité culturelle et de pluralité religieuse que le Cameroun court le risque de voir éclater des conflits. Les villages, les communautés et même les quartiers ne constituent pas nécessairement une population homogène. Les migrations vers les grandes villes, le développement urbain, l'amélioration des infrastructures et l'afflux de groupes divers peuvent modifier radicalement l'aspect d'une communauté locale en très peu de temps. La communication au Cameroun représente un défi, et la communication rurale encore davantage, car la moindre parole émise avec une erreur de prononciation ou le moindre cliché peut déclencher un conflit. La diversité des langues, des croyances, des paysages et des systèmes traditionnels du Cameroun

lui donnent une grande richesse culturelle et touristique mais elle rend également la communication difficile et risquée, en particulier dans les communautés locales.

Le développement ou le renforcement des radios communautaires est à présent plus nécessaire que jamais. Ce renforcement des capacités doit s'appliquer aux différentes sections des radios communautaires.

Plus les radios communautaires seront compétentes,
meilleur sera le service

La communauté doit revendiquer la propriété des radios à trois niveaux: celui de la propriété de la structure, du processus de prise de décision et au niveau des programmes et du contenu. Cette nécessité exige un changement de la façon dont les radios communautaires sont perçues dans le contexte général des programmes de développement car seule l'infrastructure de radiodiffusion garantit une appropriation de la part et en faveur de la communauté.

1 – Propriété et contrôle

Les communautés doivent participer pleinement à la création et à l'implantation de ces radios. Ceci devrait s'accompagner d'une éducation de la communauté sur ses droits, ses privilèges et ses devoirs. Une communauté dans laquelle on établit une radio locale doit être amenée à comprendre que la radio lui appartient. Chaque communauté doit s'approprier la radio, et de ce fait, participer à son contrôle.

C'est seulement lorsque la communauté assumera ses droits de propriété et participera aux structures du capital, à la direction et au processus de prise de décision qu'elle pourra protéger et financer une radio communautaire. La principale cause d'échec de ces radios locales demeure la « faible participation communautaire ».

2 – Le Service Communautaire

La direction d'une radio communautaire, qu'elle soit financière ou rédactionnelle, doit être fondée sur le développement communautaire. Les deux termes « Communautaire » et « Radio » doivent créer une synergie et tenir compte l'un de l'autre; la radio doit participer au bien-être collectif et la communauté au maintien de la radio.

La gestion au quotidien d'une radio communautaire ne doit pas dépendre de la bonne volonté d'un individu pour assurer un développement durable. Par conséquent, le personnel et la politique de recrutement devraient également tenir compte des structures communautaires locales dans le but d'inciter les communautés marginalisées et sous-représentées à se rendre sur les lieux de la radio et de les impliquer dans la prise de décision. Ceci peut uniquement se produire si chacun est initié au véritable objectif de la radio et si sa programmation est adaptée à l'éducation, à l'information et au divertissement de la communauté en priorité. Pour répondre à cette définition d'une radio communautaire, nous avons besoin de l'élément suivant.

3 – L'Accès Communautaire et la Participation

Au Cameroun à l'heure actuelle, étant donné que le droit de propriété n'est pas réellement collectif et que la direction des radios n'intègre pas la communauté, l'accès et la participation de la collectivité à la station dépendent du contrôle et du bon vouloir de la direction.

Aussi, les actionnaires du secteur des radios locales doivent être éduqués sur les besoins et les avantages de l'accès et de la participation communautaire, en particulier sur la façon dont ces derniers peuvent contribuer à la programmation et au financement.

La viabilité d'une structure non-commerciale ou sans but lucratif est essentielle à une programmation variée dans les radios communautaires. Soulagez les producteurs de programmes du poids de la création de revenus, par le biais d'une interaction proactive avec les communa-

tés, les ONG et les initiatives sur le terrain, et la diversité de la programmation pourra être obtenue.

Le triangle « Propriété – Direction – Programmation » des radios communautaires doit s'établir dans un environnement dynamique dans lequel les individus, les organisations et les initiatives abordent les radios communautaires avec l'intention de produire une émission durant des décennies ou seulement de coopérer sur une question particulière ou au sein d'un projet spécifique.

Cet environnement dynamique devrait engendrer un réseau nodal, des contacts et des opportunités pour que les communautés rejoignent la radio. Une station de radio a besoin de structures de propriété ouvertes et participatives, d'une programmation solidaire et diversifiée et d'une direction transparente pour être en mesure de donner aux collectivités locales les moyens de passer de l'état de consommateurs à celui de producteurs, de victimes passives à celui d'acteurs de leur propre cause au sein de leur communauté.

Conclusion

Les radios communautaires sont indispensables au Cameroun. La situation politique et socio-économique du Cameroun, et la guerre contre Boko Haram (groupe terroriste) donnent aux médias et particulièrement aux médias locaux une importance considérable. Renforcer le rôle tenu par les radios communautaires dans la nation et dans la consolidation de la paix revient à investir dans la paix et dans la dignité humaine.

On doit donner aux radios communautaires du Cameroun les moyens de comprendre et d'exploiter pleinement leur potentiel, et dans cette ère numérique, de tirer parti des avantages de nouveaux concepts tels que le « journalisme citoyen » et les modèles de gestion à but non lucratif. Tout plan de paix, de justice ou de développement qui n'implique pas la communauté rurale est voué à l'échec. Il est par conséquent impératif de développer et de renforcer nos radios communautaires.

« Les pauvres et les marginalisés se retrouvent sans voix dans ce domaine public monolithique »

*Une interview de Vinod Pavarala par Alexander Vojvoda**

Le Professeur Vinod Pavarala est titulaire de la Chaire de l'UNESCO sur les Médias Communautaires à l'Université de Hyderabad. Depuis plus de dix ans, il est un des principaux défenseurs de la démocratisation des ondes en Inde et dans la région de l'Asie du Sud. En tant qu'ancien Président du Forum sur les Radios Communautaires en Inde, il a joué un rôle actif dans l'implication de la société civile pour l'aménagement d'espaces médiatiques alternatifs pour les communautés marginalisées. Son livre, « *Other Voices: the struggle for community radio in India* (Sage, 2007) », objet d'un grand intérêt chez la critique et rédigé en collaboration avec Kanchan K. Malik, mène une enquête sur les initiatives communautaires partout en Inde pour faire place à un domaine public alternatif. Il s'est adressé à des instances internationales comme l'UNESCO, l'AMARC et le CMFE (Forum Européen des Médias Communautaires) au nom de la cause du pluralisme et de la diversité des médias.

A. V.: A quel moment la Chaire de l'UNESCO sur les Médias Communautaires a-t-elle été établie et quels sont les principaux objectifs de votre travail ?

V. P.: La Chaire de l'UNESCO sur les Médias communautaires a été établie en 2011 à l'Université de Hyderabad en Inde afin de promouvoir la cause des médias détenus, gérés et contrôlés par les communau-

* Professionnel d'appui Pain pour le Monde à l'EPC, Buea, Cameroun

tés, à travers la recherche, le plaidoyer stratégique, le renforcement des capacités et la diffusion du savoir. L'objectif global est d'utiliser l'espace intellectuel de la Chaire pour envisager la démocratisation du paysage médiatique et contribuer au pluralisme et à la diversité des médias.

A. V.: Quelles sont les caractéristiques des radios communautaires en tant que troisième pilier du paysage médiatique, comparées aux médias privés et à ceux du -service public?

V. P.: La radiodiffusion communautaire constitue essentiellement un service sans but lucratif. A la différence des deux autres formes de diffusion, les radios communautaires se caractérisent par la participation des membres d'une communauté à la production et à la gestion et elles dépendent habituellement du matériel et des ressources humaines propres à la communauté. Elles tendent à mettre l'accent sur les questions et les événements locaux et elles représentent une vitrine pour les cultures, les identités, et les langues locales. Les stations gouvernementales et privées servent à la propagande et au profit, et les citoyens ordinaires n'y ont pas accès, sauf en tant qu'auditeurs passifs.

A. V.: Les structures participatives, le libre accès, la diversité des opinions, des langues, des cultures et des personnes qui produisent les programmes en général, donnent un sens spécifique aux radios communautaires. Cette dimension des radios locales constitue un « domaine public communautaire » dans lequel les citoyens peuvent prendre part au processus démocratique. Comment décririez-vous cet espace dans lequel les citoyens agissent en interaction avec la société par le biais des radios communautaires?

V. P.: Le domaine public prédominant constitué par le gouvernement, un marché national, et les grands médias traditionnels sont par nature exclusifs et privilégient les élites. Les pauvres et les marginalisés se retrouvent sans voix dans ce domaine public monolithique et ils n'y ont pas accès. C'est ici que des médias locaux comme les radios communautaires disposent du potentiel de fabriquer des « contre-domaines

publics subalternes » (pour reprendre le concept de Nancy Fraser) où les classes subordonnées pourraient faire circuler un discours alternatif et exprimer leurs propres intérêts et identités. Des domaines alternatifs de ce type, en déplaçant le contrôle des technologies médiatiques vers les marginalisés, rendent possible une action collective et offrent des perspectives d'émancipation réalistes.

A. V.: Quelle est l'importance du contexte local dans lequel travaillent les radios communautaires?

V. P.: Le contexte local est extrêmement important. Face aux influences homogénéisatrices des médias mondialisés, les radios communautaires pourraient offrir un ancrage local pour réaffirmer la primauté du village et du voisinage et encourager un sain respect des identités et des langues régionales (dont un grand nombre ont été marginalisées en tant que « dialectes »). Cela ne signifie pas que les participants aux radios communautaires (les producteurs, les directeurs et les auditeurs) doivent nécessairement se restreindre à un niveau « local », mais qu'ils abordent de façon critique les questions « nationales » et « mondiales » à travers une vision du monde exclusivement spécifique au contexte.

A. V.: Ces derniers temps, le terme « communauté » a été soumis à une analyse critique et il a été redéfini selon de nouveaux modes. Dans les situations d'après-conflit, on considère les radios communautaires comme un outil favorisant les processus de réconciliation. Quelles sont les opportunités et les limites qui s'offrent aux radios communautaires durant les conflits et dans les situations d'après-conflit ? Que représente à vos yeux le terme « communautaire » dans l'expression « radios communautaires », en particulier dans le contexte de la consolidation de la paix et de la résolution du conflit ?

V. P.: La notion de « communauté » pourrait parfois avoir des effets adverses qui entraîneraient un durcissement des attitudes envers « l'autre », ce qui pourrait en retour donner lieu à des violences interethniques et à des conflits. Sans verser dans une vision romantique du terme « com-

munauté » et soutenir des tendances perverses parmi les groupes locaux, nous pouvons retenir le concept de « communauté » en tant qu'organe d'instauration et de maintien de la paix soulignant l'importance d'une approche collective, participative, pour résoudre les conflits. Une approche communautaire de la consolidation de la paix est indispensable dans des sociétés déchirées par les conflits ; elle permet d'amener les populations à des relations plus pacifiques, plus durables, entre les différentes communautés. Les personnes les plus expérimentées quant aux possibilités de bâtir des ponts dans des sociétés sortant d'un conflit ont soumis l'idée de faire appel aux processus participatifs et aux forums communautaires pour créer un capital social en mettant en place des espaces d'échanges, de communication et de prises de décisions collectives sécurisés. De pareils dispositifs pourraient contribuer à dissiper la méfiance et ouvrir la voie à une gestion pacifique et constructive des litiges communaux. Des stations de radio communautaires diffusant des programmes en langues locales pourraient offrir une tribune dynamique ouverte au dialogue et aux débats sur les questions clé susceptibles d'alimenter le conflit. Des idées sur la réconciliation pacifique, le respect des droits de l'homme et l'éducation civique pourraient être communiquées de manière systématique et efficace par le biais des radios communautaires. Ainsi que Clemencia Rodriguez l'a démontré avec une telle acuité dans le contexte du conflit armé en Colombie, les médias locaux peuvent jouer un rôle dans la reconstitution de réseaux de sens et dans le renforcement institutionnel de la communauté à travers les savoirs, les langues et les esthétiques de la région.

A. V.: Au delà de leur dimension locale, les radios communautaires s'articulent à l'échelle mondiale dans différents groupes d'intérêt, par ex. l'AMARC (Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires) avec des sous-organisations régionales comme l'AMARC Afrique. Quelle est l'importance des échanges entre les radios locales, en particulier dans le contexte de la consolidation de la paix et de la résolution du conflit ?

V. P.: Les stations de radio communautaires doivent saisir les opportunités de mise en réseau horizontale entre les groupes positionnés de manière analogue à travers le monde. Il existe un potentiel considérable d'apprentissage et d'échange d'expériences précieuses qui pourrait émerger de ce type d'interactions. Des organisations telles que l'AMARC offrent d'importantes plateformes d'échange d'idées et de pratiques entre les stations de radios communautaires à l'échelle mondiale. Je conçois aisément qu'on puisse tirer des enseignements déterminants de discussions entre des radios communautaires, supposons, au Népal (qui, depuis des décennies, est exposé à un conflit ravageur avec les Maoïstes), en Colombie (qui représente un cas désespéré pour un grand nombre de conflits violents impliquant les barons de la drogue, les groupes paramilitaires et les guérilléros gauchistes), et en Afrique Centrale.

L'Épopée d'Ogorum : Impliquer la communauté dans le processus de paix

Par Julius Nzang*

Le projet de consolidation de la Paix et de transformation du conflit de l'Église Presbytérienne du Cameroun a connu des heures de gloire en ce qui concerne l'engagement de la communauté dans un travail de réflexion qui, on peut l'espérer, conduirait à une sensibilisation à la paix. Lors des formations d'artisans de paix parmi les jeunes de l'EPC qui ont eu lieu à partir des années 2011–2013, les soirées culturelles ont constitué un facteur indélébile puisant dans l'héritage culturel des participants.

Les participants ont présenté leur culture de manières inimaginables. Ils pouvaient avoir recours à la musique, à la danse, au théâtre, à la poésie et plus encore. Le poème d'Ogorum est l'un des produits de ces soirées culturelles. Ce poème a été écrit et présenté par l'un des jeunes (Njume Julius Nzang) qui était à l'époque l'un des participants aux formations. Après de minutieuses délibérations et évaluations des qualités de la présentation, l'idée d'une dramatique radiophonique a vu le jour. Cette idée a germé lorsque les premiers épisodes de la pièce intitulée *L'Épopée d'Ogorum* ont été enregistrés en 2013.

Qu'est-ce qui a inspiré l'idée feuilleton radio ? Les artisans de la paix avaient besoin de se rallier à leurs communautés dans le travail de Paix. La radio représente aujourd'hui un médium de communication puissant dans les communautés Camerounaises ; il est peu coûteux et très efficace. Ainsi, à la suite de la production de la première saison à la radio, les participants ont reçu un exemplaire par presbytère du CD définitif.

* Responsable du travail pour la paix à l'EPC

Ceci afin de l'utiliser dans les stations de radio alentour pour susciter des débats sur les questions thématiques en lien avec la consolidation de la paix et la transformation du conflit.

Jusqu'ici, l'EPC a été en mesure, par le biais de sa station de radio (Christian Broadcasting Service CBS – Service Chrétien de Radiodiffusion – radio FM 95.3), de diffuser le feuilleton radiophonique dans l'un de leurs principaux programmes pour la paix intitulé « EYOLE : Le Vent de la Paix ». Ce programme est une tribune téléphonique à la radio, créée et présentée par l'auteur des séries théâtrales radiophoniques, Ogorum. Dans chaque édition, ce programme tente d'engager un débat ouvert sur des questions relatives à la paix. La pièce radiophonique, à chaque édition, se dote des 15 premières minutes du programme. Elle constitue pour la communauté une invitation à s'impliquer dans le programme. Le feuilleton est suivi d'une présentation des sujets susceptibles d'y être sélectionnés et par une introduction du thème du jour. Puis, on ouvre simultanément la ligne de téléphone et de messages texte, pendant que dans le studio, des discussions jaillissent entre le présentateur et un invité, ou entre le présentateur et d'autres participants, comme les jeunes formés par l'EPC/SCP pour devenir artisans de la paix et multiplicateurs. Les présentateurs ont une fonction d'animateur et de modérateur au cours du programme, ils tempèrent les contributions de l'auditoire de telle sorte que le programme reste fidèle à l'esprit de paix et respecte le sujet du jour. On s'attend à ce que ces dernières soient renforcées par les réactions à l'épisode du jour de la pièce radiophonique.

La feuilleton radio est actuellement constitué de deux saisons: « OGORUM : L'Épopée se poursuit » et « OGORUM : L'Épopée se déploie ». La première saison est un immense succès dans la série des Ogorum, structurée en quatre épisodes, à savoir :

1. L'Épopée se poursuit (7 actes)
2. Le Couronnement (5 actes)
3. Face à face avec le Cauchemar (9 actes)
4. Le retour de la Reine (9 actes)

Avec les voix de 12 jeunes Camerounais

- ◆ Julius Nzang, qui est le farouche gardien des traditions Binka,
- ◆ Percy Kuchonde incarne Epie, également appelé « M. Je sais tout »
- ◆ Lawson Mekumba est Alume, celui qui traque le roi
- ◆ Muma Jude Awa est Ogorum, l'homme qui est au cœur de nombreuses tempêtes
- ◆ Mathias Lang joue Akame, l'un des aînés et Clovis, le chef des jeunes
- ◆ Ntwi Ayuk incarne Pasteur, Theo et Roi
- ◆ Achmi Samson Esoh joue Wey, Thug, Marvin et Nde-de
- ◆ Mbonda Joel est Joe, Pascal et Ambrus,
- ◆ Relindis Bengu est Sabina, la future Reine
- ◆ Awa Valette Mangie incarne Brenda Spears, la Dame Blanche
- ◆ Ruth Eyakwe joue la fille, Nabila, Susan, la commissaire, Lutia et Tundia
- ◆ Ruth Ule Itoe est Kabo-Nchu, Mariana et Martina

L'Épopée d'Ogorum a été enregistrée le 14 Juillet 2013 au CBS de Buéa avec l'assistance technique de Chick Walters.

Le deuxième épisode, « L'Épopée se déploie » constituait un atelier qui a eu lieu du 11 au 17 Janvier 2015. Il a rassemblé davantage d'acteurs et d'animateurs, Alexander Vojvoda et Anurin Nwunembom ont animé l'atelier aux côtés de Julius Nzang alors que des acteurs comme Lina, d'origine allemande, (Bénévole au Centre Presbytérien de la Jeunesse de Kumba), Aristide Fomuki et Akendum Cynthia rejoignaient l'équipe. La production définitive de la saison est en cours et on prévoit de la retrouver sur les ondes du CBS dans un mois.

Depuis le tout premier épisode, l'énergie des acteurs a tissé entre eux des réseaux, de sorte que des médias sociaux, en particulier Facebook, ont pu être utilisés pour diffuser rapidement une actualité et partager des expériences. Mais le programme Eyole possède également une page Facebook sur laquelle on peut poster un grand nombre d'informations en vue d'impliquer ceux du pays et de la diaspora dans la consolidation de la Paix. Voici les diverses façons selon lesquelles la communauté s'engage dans le processus de sensibilisation à la paix.

L'Avenir

A la suite du programme de formation de trois semaines que Julius Nzang et le Rév. Thomas Mokoko ont suivi auprès de Radio CBS, du 18 Mai au 5 Juillet 2015 au Mindanao Peace Institute (MPI) (Institut pour La Paix de Mindanao) dans la ville de Davao aux Philippines, l'émission radio a pris une dimension nouvelle. L'intention est désormais de monter une troupe de théâtre, qui pourrait se charger d'une action en direct avec les populations et d'impliquer les communautés touchées par le conflit dans le jeu d'acteur. Cela devrait leur permettre de devenir acteurs de leurs propres vies et d'envisager des solutions personnelles aux problèmes qui les touchent. Le coordinateur du programme pour la Paix Julius Nzang a également l'intention de présenter quelques épisodes d'« Eyole » en direct du terrain. Bien sûr, il s'agit d'un défi de taille mais cela devrait permettre d'atteindre des objectifs supplémentaires. L'essentiel étant de pouvoir porter le travail de paix jusqu'au cœur des populations.

Le Journalisme pour la Paix en situations de crise

La Sierra Léone en tant qu'étude de cas

Par Sheku Kamara* & Julia Krojer**

Les médias représentent un outil très puissant pour atteindre un vaste auditoire, particulièrement lorsqu'il s'agit de situations d'urgence telles que l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest. Comme pour toute médaille, il y a un revers: ils ont le pouvoir de propager des rumeurs, ce qui génère des peurs inutiles parmi la population et peut entraîner des situations violentes, mais ils ont également la capacité d'informer et d'éduquer les gens au sujet de cette maladie mortelle afin de sauver des vies. En savoir davantage sur un sujet spécifique donne confiance. En Sierra Léone, on peut constater les deux cas de figure. Mais parmi ces organes de presse, stations de radio et bulletins d'information, lesquels sont crédibles ?

Pour une vision de l'intérieur de ce qui s'est produit en Sierra Léone pendant l'épidémie d'Ébola qui s'est déclenchée en Mai 2014 et de ce qui se passe maintenant, les membres de la SLADEA, Adama Sheriff and Julia Krojer, ont élaboré un court questionnaire. Il a été distribué à leurs organisations partenaires dans le réseau du Service Civil pour la Paix, aux membres de la SLADEA, aux femmes du marché et aux étudiants.

La Sierra Léone a été la première nation en Afrique de l'Ouest Anglophone à publier des journaux. Mais déjà à l'époque de l'indépendance du Royaume Uni en 1961, la radio remplaçait la presse écrite et cela reste

* Coordinateur du SCP

** Personnel d'appui SCP, SLADEA (Association pour l'Éducation des Adultes en Sierra Léone) ; de retour en Sierra Léone depuis le mois d'Avril 2015

encore vrai aujourd'hui; la radio constitue le moyen d'information publique le plus important, en raison, entre autres choses, du taux d'illettrisme élevé du pays. La guerre civile a provoqué un changement spectaculaire dans le paysage médiatique qui s'est détérioré essentiellement en raison de la fuite des cerveaux ; environ 70 pour cent des professionnels de presse qualifiés ont quitté le pays, laissant l'industrie des médias aux mains de praticiens de l'information n'ayant pour la plupart pas reçu la formation nécessaire.¹ Cela a également soulevé des doutes parmi les lecteurs, le public et les auditeurs.

Le rôle des médias dans l'épidémie d'Ébola

D'un côté, les médias ont contribué, à la fois au niveau local et international, à sensibiliser le public au sujet de l'écllosion de la maladie du virus Ébola et à ses effets dévastateurs dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest. D'un autre côté, ils ont aussi participé à cultiver et à propager la peur et l'hystérie collective avec la stigmatisation et l'effet d'isolement qui l'accompagnent. Il est évident que l'épidémie d'Ébola dans la sous-région Afrique Occidentale constitue une crise d'une proportion monumentale qui menace les populations humaines et la faune. Et pourtant, les efforts intrépides et courageux accomplis par le personnel soignant ordinaire et par les populations parfois inexpérimentées qui ont mis leurs vies en danger au service de l'humanité ont été moins représentés dans les médias.

La presse écrite, communément désignée comme « le quatrième pouvoir » a constitué un instrument important pour la transmission des Déclarations et Communiqués de Presse Gouvernementaux. Les médias ont joué un rôle fondamental en assurant la diffusion de communiqués de presse du gouvernement tels que le rapport sur l'audit de gestion des fonds dédiés à Ébola publié le 17 Février 2015 par le chef de la Majo-

1 Oatley, Nick/Thapa, Tashim (2012) : Media, Youth and Conflict Prevention in Sierra Leone, IFP-EW, financée par l'Union Européenne. www.ifp-ew.eu, dernière visite le 06.12.2013.



© photos : SLADEA (Julia Krojer et Raimi Olamide)

rité au Parlement, Ibrahim R. Bundu. La presse, autant écrite qu'électronique, a contribué considérablement à une meilleure compréhension de la maladie, les risques encourus et les façons de la contracter, les précautions à respecter rigoureusement afin d'éviter l'infection et surtout, elle a permis aux gens de mesurer de quelle façon un traitement précoce améliore incontestablement les chances de survivre à la maladie.

Notre partenaire Pain pour le Monde – Service protestant de développement en Sierra Léone – a mis en œuvre un projet communautaire sur Ébola intitulé « Sauvez la Sierra Léone du virus Ébola ». L'un des partenaires, Culture Radio, soutenu par l'YMCA, encourageait la diffusion de messages sur Ébola ainsi qu'un engagement collectif des masses par le biais des médias électroniques en organisant des programmes de débats radiophoniques sur Star Radio et Culture Radio. Ces programmes ont donné à leur large auditoire la possibilité de poser des questions saisissantes et d'apporter des contributions et des commentaires importants.

La fermeture prolongée des écoles en raison de l'épidémie d'Ébola a conduit à utiliser les médias électroniques pour diffuser les enseignements scolaires à la télévision et à la radio. Cela a offert à de nombreux élèves de tout le pays une occasion unique de développer leurs compétences dans les divers sujets enseignés.

Outre les efforts des médias locaux, la presse internationale a également suscité une attention considérable sur le fléau que représente Ébola, qui a permis de mobiliser et renforcer le soutien international à la lutte contre cette terrible maladie. On a montré au quotidien sur la CNN, la BBC et sur Aljazeera etc., des images sur la façon dont le virus ravageait la Sierra Léone ainsi que ses voisins, le Libéria and la Guinée. Ces émissions ont aidé à rallier la compassion du public et de ce fait, un soutien supplémentaire, mais elles ont aussi fait naître chez les gens des peurs disproportionnées, en particulier en dehors de la Sierra Léone.

A la suite de quoi, de nombreux investisseurs ont quitté le pays, la plupart des lignes aériennes ont supprimé leurs vols vers la Sierra Léone et la population locale s'est retrouvée à la merci d'une pandémie naturelle d'une ampleur incalculable. Ainsi, le rôle des médias dans l'épi-



démie d'Ébola est porteur de messages contradictoires, d'une part il contribue à apporter un soutien mais de l'autre, il est aussi à l'origine d'une hystérie.

Selon l'approche du journalisme pour la paix, ce qui s'est produit en Sierra Léone et dans le reste du monde démontre que les critères principaux du journalisme pour la paix, axés sur la paix/la non-violence, la vérité, la population et les solutions,² n'ont pas été respectés.

La plupart des personnes interrogées avaient obtenu leurs informations sur Ébola par le biais de la radio ou par celui des programmes communautaires de sensibilisation. Quelques unes d'entre elles seulement ont cité les journaux comme source d'information, car ils ne sont pas considérés comme fiables. De la même manière que pour la presse écrite, l'utilisation d'internet est sous-représentée. Une des raisons pour cela consiste en la mauvaise couverture internet du pays et le coût relativement élevé de son accès. La totalité des utilisateurs atteignait le nombre de 92,232 avec un taux de croissance annuel de 15 pour cent pour une population de 6,200,000 habitants environ³.

Néanmoins, les médias sociaux ont eu un impact important sur la perception du virus Ébola et des populations d'Afrique de l'Ouest en dehors de la Sierra Léone, du Libéria et de la Guinée, principalement en Europe et en Amérique. Comme il est mentionné ci-dessus, l'effet positif concerne certainement l'aide qui a été et qui est toujours fournie par la communauté internationale. Au point culminant de l'épidémie, le virus Ébola a dominé l'actualité de toute la presse écrite, audiovisuelle et des médias sociaux du monde entier. Les reportages exagérés et déséquilibrés ont généré de la peur et une panique qui n'a pas seulement donné lieu à un ostracisme et à de la violence à l'égard du personnel sanitaire des pays touchés, mais qui a également contribué à la stigmatisation des Africains à travers le monde.

2 Galtung, Johan (2006): Peace journalism as an ethical challenge. Global Media Journal Mediterranean Edition.

3 Source: <http://www.internetlivestats.com/internet-users-by-country/> dernière visite le 30.06.2015

« La peur grandissante du virus Ébola sur des médias sociaux tels que Twitter, face book, etc., en raison de la diffusion d'une désinformation grossière de la part de non-professionnels et de reportages regrettables réalisés dans la région par la presse écrite [...], n'a pas seulement conduit à ranimer les flammes de l'hystérie sur Ébola et ses morts prématurées, mais aussi à un surcroît de mauvais traitements à l'égard des Africains au sein de la diaspora et de ceux qui étaient en voyage. L'augmentation exponentielle des chiffres des victimes et la couverture de l'ensemble des événements dans les pays les plus touchés et leurs voisins, a infligé aux Africains d'inutiles épreuves telles que la peur de s'asseoir à côté d'eux dans un avion, un autobus, un train après avoir été soumis à des contrôles à l'entrée, des licenciements à la suite d'un voyage en Afrique dans un pays non touché par Ébola, la haine et les mauvais traitements dans les tournois de football internationaux, en leur interdisant l'entrée dans certains pays ou, au mieux, en les soumettant à de pénibles dépistages. »⁴

Cela démontre que le journalisme courant se focalise sur « la mauvaise nouvelle est une bonne nouvelle » ce qui n'a vraiment rien en commun avec le journalisme pour la paix, qui devrait contribuer à une coexistence pacifique.

La couverture médiatique et les diffusions disproportionnées sur l'épidémie, principalement au début du mois de Mai 2014, ont conduit à de la méfiance au sein de la population Sierra Léonaise. Un grand nombre de nos interlocuteurs se sont plaints de contradictions entre les nouvelles chaînes, de journalistes peu qualifiés, de la création d'une panique etc. Les gens ont commencé à croire en l'existence d'Ébola uniquement quand leur propre réalité en a fait la preuve: « De plus en plus de gens commençaient à mourir, alors j'ai su que c'était vrai » s'est souvenue une des personnes interrogées. L'accent a été mis sur l'harmonisation des messages et la clarification des rumeurs par le Ministère de

4 Yusuf I, Yahaya S, Qabli S (2015) Role of Media in Portraying Ebola in and outside Africa. J Trop Dis 3: 152. doi: 10.4172/2329-891X.1000152; <http://www.esciencecentral.org/journals/role-of-media-in-portraying-ebola-in-and-outside-africa-2329-891X-1000152.pdf> dernière visite: le 15.05.2015

la Santé, l'OMS et autres institutions, ainsi que par les ONG et les OSC afin d'éviter toute nouvelle confusion.

Du fait de l'information et des messages pondérés que délivrent maintenant les médias, leur auditoire s'est mis à les apprécier et la majorité d'entre eux ont changé de comportement. Quelques exemples comme ceux qui suivent ont été cités : pas de contact physique (en particulier pas de poignées de main), se laver les mains fréquemment, clarifier les fausses informations, signaler les personnes malades, procéder à des enterrements répondant aux normes de sécurité, réguler les visites, ne pas consommer de viande de brousse, insister sur l'hygiène personnelle et domestique.

En raison de la longue durée de l'épidémie et de l'état d'urgence avec son cortège de règles et d'ordonnances sévères, les populations sont fatiguées de cette situation et ils veulent seulement que le virus disparaisse, afin de pouvoir retourner à leurs vies normales. En résultat de quoi on peut remarquer une désensibilisation. Ce sont des domaines dont les médias doivent tenir compte afin de lutter contre la maladie et prévenir une nouvelle épidémie.

Les feuillets radio sont extrêmement appréciés par les auditeurs. Nos interlocuteurs aimeraient en savoir plus au sujet des questions suivantes: les survivants d'Ébola, les signes et les symptômes d'Ébola comparés à ceux du Paludisme et d'autres maladies, la stigmatisation, les maisons de quarantaine, le problème de cacher des personnes malades, les arrêtés et les règlements, les médicaments et ce qui se passe dans les centres de traitement, l'après Ébola et les statistiques qui indiquent le nombre de cas mortels. En fait, du point de vue de l'approche du journalisme pour la paix, on peut considérer cela comme des intentions cachées qui devraient offrir davantage de transparence au public. Ce sujet n'a jamais été traité, et on n'en parle toujours pas ni, à la radio ni dans les journaux. Par conséquent, la question se pose de savoir comment la majorité des Sierra Léonais devraient obtenir de telles informations s'ils n'ont pas de contact direct avec le Ministère de la Santé ou avec internet.

Pour le journalisme pour la paix, il est important de faire entendre chaque voix. D'après nos observations et les réponses que nous avons obtenues à nos questionnaires, nous avons l'impression que tout le monde a maintenant le droit à la parole : le personnel sanitaire, les équipes d'intervention de l'Ébola, les ONG, les OSC, le Ministère de la Santé, les politiques, les survivants, les écoliers, les étudiants, les enfants, les femmes du marché, etc. Ils sont tous intégrés à différents programmes et formats tels que les groupes de discussions, les feuilletons radiophoniques, les narrations, les interviews et autres. Le large éventail des médias offre un bon aperçu et une réflexion sur les diverses expériences de personnes et de points de vue différents, ce que l'on peut considérer comme un aspect positif des médias, mais des voix critiques s'élèvent à l'encontre des organes de presse en disant qu'on ne donne la possibilité de s'exprimer qu'à ceux qui peuvent payer pour du temps d'antenne et une visibilité. C'est un aspect dont on devrait tenir compte pour des recherches futures

En conclusion, si nous considérons ces différents aspects, on remarque que la presse de Sierra Leone et la couverture médiatique de l'épidémie d'Ébola se sont améliorées avec le temps et qu'elles essaient à présent d'intégrer, jusqu'à un certain point, des discours différents pour divulguer les intentions cachées, clarifier les rumeurs et de fournir une information exacte à la satisfaction d'une majorité de la population.

Les questions suivantes restent ouvertes : les médias sont-ils capables de réparer ce qu'ils ont détruit, en particulier sur la scène internationale ? Combien de temps cela prendra-t-il aux Africains (de l'Ouest) d'effacer une nouvelle image négative à travers le monde ? Il y a décidément beaucoup de travail à faire pour les journalistes de la paix en Afrique de l'Ouest et partout ailleurs.

Culture Radio défend le Journalisme pour la Paix en Afrique

*Par Elijah M. I. Gegra, Theophilus Sahr Gbenda & Aminata Finda Massaquoi**

Fondée en 2007, Culture Radio FM 104.5, également connue sous le nom de La Station du Peuple, s'est investie dans la mission de servir l'intérêt commun de tous les citoyens de la République de Sierra Léone en Afrique de l'Ouest, en particulier ceux qui sont le plus durement touchés par des années d'échecs flagrants du gouvernement et de graves violations des droits de l'Homme.

La mission stratégique de Culture Radio consiste à encourager l'unité dans la diversité et à défendre cette conviction en donnant à tous les Sierra Léonais un sentiment d'identité et de fierté à l'égard de leurs propres talents créatifs, aussi bien qu'à entretenir un sens profond du patriotisme et du Panafricanisme.

Parmi des dizaines de stations de radio dans tout le pays, Culture Radio se distingue comme l'un des médias les plus centrés sur la personne.

Ceci parce que nous nous efforçons avant toute chose de donner la parole aux sans-voix et que nous assumons sans compromission un rôle d'informateur sur les questions de corruption, de violations des droits de l'homme et de dérives en matière de gouvernance.

Le moteur de notre détermination à garder notre axe est le constat indéniable que, pendant onze longues années, notre pays a sombré dans un conflit civil sanglant dans lequel plus de 300,000 personnes, Sierra

* responsables et journalistes à Culture Radio, Freetown, Sierra Léone

Léonais et ressortissants étrangers réunis, ont été soit tuées, soit handicapées à vie, et que certains des facteurs essentiels à l'origine dudit conflit restent gravés dans nos mémoires, 13 ans plus tard. Le conflit a sévi du 23 Mars 1991 au 18 Janvier 2002.

Au nombre de ces facteurs se trouvent la mauvaise gouvernance, la pauvreté endémique, la corruption généralisée, l'absence de perspectives d'emploi, le manque d'accès à des services sociaux de base tels que l'électricité, l'approvisionnement en eau et les services de santé d'un coût abordable, l'injustice, un accès insuffisant à l'enseignement élémentaire, la mise à l'écart et l'intimidation politiques, le tribalisme et le népotisme, les privations économiques et de graves violations des droits de l'Homme.

Nous avons le sentiment que, compte tenu de ce qui précède, le pays est assis sur une bombe à retardement qui pourrait exploser à tout instant si rien n'est entrepris dès maintenant pour réparer les nombreuses injustices. C'est ici que nous intervenons; pour déclencher les alarmes nécessaires et pour servir notre conscience collective en tant que citoyens concernés.

Notre action est un devoir envers notre pays et envers notre peuple.

Notre action

Notre action consiste à éliminer toutes les menaces à la paix relative dont notre pays bénéficie actuellement après les troubles civils sanglants évoqués ci-dessus, et pour ce faire, à dénoncer les problèmes sociaux et offrir aux citoyens une tribune pour exprimer leurs opinions et leurs préoccupations. Afin de réaliser cela, nous avons conçu nos programmes avec soin, de sorte qu'ils soient aussi interactifs que possible en accordant suffisamment de temps aux appels téléphoniques et aux messages SMS.

Nous sommes convaincus qu'à l'aide d'une telle tribune, les personnes lésées pourront disposer d'une solution adéquate pour faire part

de leurs préoccupations et réduire ainsi le risque d'avoir recours à la violence, comme c'était le cas auparavant.

Nos programmes phare, Chevauchée Matinale, Shekpendeh, Sujets Brûlants, Culture Sport, le Coin des Femmes, la Voix des Enfants, Liberté de la Jeunesse, Pas d'Effusion sur la Question, l'Heure Vernaculaire et La Veille des Médias, sont principalement conçus pour aborder les problèmes cruciaux de gouvernance et d'autres questions thématiques précises en lien avec le bien-être et l'émancipation des femmes, des enfants et de la jeunesse.

Culture Radio fonctionne comme une organisation non-gouvernementale et met actuellement en œuvre un projet sur trois ans intitulé « La radio agit en faveur de la démocratie et des droits de l'Homme », avec un financement de Pain pour le Monde (PplM) en Allemagne.

L'idée maîtresse du projet est de promouvoir la démocratie et la sensibilisation aux droits de l'homme dans le pays aux fins d'assurer l'instauration d'une société juste et libre.

Nous couvrons actuellement 75% du pays et nous travaillons présentement à un plan d'expansion. Grâce au soutien matériel et technique du MICT (Média pour la Coopération et la Transition) en Allemagne, quinze transmetteurs à énergie solaire de courte portée ont été installés et sont maintenant déployés stratégiquement à divers endroits du pays. On espère qu'à la suite de l'installation desdits émetteurs, qui serviront de relais à l'émetteur principal de la capitale Freetown, notre périmètre de transmission s'étendra jusqu'aux quatre coins du pays.

En vertu de notre idéologie et de nos cultures panafricaines et compte tenu des alertes sur les menaces globales qui ont placé notre pays au troisième rang mondial des pays les plus vulnérables face aux effets néfastes du changement climatique, nous avons limité nos sources d'énergie au réseau national et à l'électrification solaire.

Culture Radio est l'une des rares stations de radio du pays qui utilisent l'énergie solaire, et nous sommes profondément reconnaissants envers l'Association Mondiale pour la Communication Chrétienne (WACC) établie au Canada, pour leur soutien matériel dans ce domaine.

Culture Radio est représentée au conseil du Réseau Sierra Léonais pour le Droit à l'Alimentation (SiLNoRF), un regroupement de la société civile impliqué dans le plaidoyer contre l'accaparement des terres, généralement en Afrique de l'Ouest.

Parce que nous croyons en la coentreprise, Culture Radio est membre du partenariat du Service Civil pour la Paix (SCP) dans le pays, et elle a conclu un protocole d'entente avec le Département d'Études sur la Paix et le Conflit de Fourah Bay College (FBC), Université de Sierra Léone, ainsi qu'une coopération opérationnelle avec la Commission Anti Corruption (ACC), la Commission des Droits de l'Homme de Sierra Léone (HRCSL) et le Conseil d'Aide Juridictionnelle (LAB).

Culture Radio consacre un temps considérable à la promotion de l'égalité des genres, et se trouve être l'une des rares stations de radio du pays qui a placé une femme au poste de direction, en la personne de Mme Aminata Finda Massaquoi.

L'ancien Président de la Commission des Médias Indépendants (IMC), M. Rod-Mac Johnson a déclaré au cours d'une visite de travail dans nos studios: « Culture Radio n'est en concurrence avec aucune autre station de radio du pays, parce que vous avez un style unique ». L'IMC est un organisme officiel chargé de contrôler et de réglementer les médias locaux, à la fois écrits et électroniques.

Cette déclaration de l'ancien président de l'IMC ne fait pas seulement état d'une reconnaissance du travail que nous effectuons, mais représente également une motivation pour en faire encore davantage.

Notre style est réputé unique principalement en raison de notre intrépidité et de l'intransigeance de notre positionnement sur les questions d'intérêt national mais également en vertu du fait que notre action ne se réduit pas à ce qui se passe derrière le micro.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet subventionné par Pain pour le Monde mentionné ci-dessus, Culture Radio a organisé des ateliers pour des groupes ciblés à travers le pays sur des questions en lien avec la jeunesse contre la violence, l'émancipation des femmes et les rapports sur les initiatives de paix et de justice. Les bénéficiaires cibles

réunissaient des jeunes de 40 organisations de la jeunesse du District Urbain du Secteur Ouest, des femmes des provinces et des journalistes venus de régions de l'ouest et du nord du pays. Il est désormais prévu d'aborder la deuxième phase de notre programme de sensibilisation.

Sur le front d'Ebola

Quand le virus mortel d'Ébola a frappé en Mai 2014, l'ensemble de la population du pays a subi un traumatisme sans précédent. Cela s'expliquait principalement par la nature très inhabituelle du virus et par le fait qu'il n'était pas répertorié au nombre des maladies communes ou naturelles telles que le paludisme, la tuberculose, la dysenterie, le cancer, l'hypertension, les maux de tête, pour n'en citer que quelques unes. Il convient aussi de noter qu'Ébola a mis la totalité du pays simultanément en état de siège ou de crise, contrairement aux guerres de rébellion qui se limitaient en majeure partie à de petites circonscriptions dans les campagnes avant de finalement se propager à travers le pays jusqu'à Freetown.

Nous avons attribué la dissémination rapide du virus à l'échelle du pays à la vitesse de tortue à laquelle l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et la communauté internationale en général ont réagi face à l'épidémie.

A ce jour, le virus a emporté 11284 vies au total dans les trois pays touchés mentionnés ci-dessus, dont 3949 ont été recensées en Sierra Léone. De nouvelles personnes sont en danger de mort car le virus circule toujours, bien qu'il soit maintenant à un stade minime.

A la suite de la flambée mortelle de l'épidémie, nous, à Culture Radio, avons remanié l'intégralité de nos programmes afin d'intégrer un processus de sensibilisation soutenu mettant en exergue les alertes sanitaires du Ministère de la Santé et de l'Assainissement sur les mesures préventives, mais aussi en collaborant à la lutte contre la pandémie avec d'autres parties prenantes.

En dehors du Ministère de la Santé et de l'Assainissement, nous avons également pleinement collaboré et nous collaborons toujours avec le Centre National de Réponse à Ebola (NERC), l'OMS, l'UNICEF et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), sur des questions en lien avec le confort des centres de quarantaine et le traitement des cas d'Ébola.

Nous faisons également partie de la riposte des organes de presse pilotée par l'Association des Journalistes de Sierra Léone (SLAJ), le Réseau des Radios Indépendantes et l'Action Médiatique de la BBC. Culture Radio s'est pleinement impliquée dans le projet financé par PplM, « PROTEGER SALONE DE LA FIEVRE EBOLA », qui a été mis en œuvre par une dizaine de partenaires afin de contribuer à l'éradication du virus.

Culture Radio, avec le soutien du MICT, exécute actuellement un projet sur un an intitulé « Adieu Ébola ». C'est ce même projet qui a été témoin du déploiement continu des émetteurs à énergie solaire dont nous parlions plus haut.

Dans son discours à la nation dernièrement, Son Excellence le Président de la République de Sierra Léone, le Dr. Ernest Bai Koroma, a couvert d'éloges les initiatives collectives des médias pour endiguer le virus de manière draconienne.

Au total, Culture Radio a offert du temps d'antenne gratuit à la sensibilisation sur Ébola à une hauteur de 12500\$, et nous serons heureux d'en faire encore davantage dans le cadre de notre contribution à la lutte contre ce virus meurtrier. Nous restons préoccupés par l'issue des plans de relèvement concernant les milliers de victimes de la fièvre Ébola et l'ensemble du pays.

Nos lauriers

Au nombre de nos lauriers se trouve l'aptitude à assurer la pérennité des émissions et le maintien de notre position éditoriale axée sur la personne et sur les droits de l'Homme. D'autres stations de radio ont vu

le jour et disparu, mais Culture Radio demeure et devient de plus en plus puissante et populaire pour toutes les tranches d'âge, enfants, adolescents et adultes confondus. Nos auditeurs représentent toutes les nuances de pensée, y compris celles des politiciens, des universitaires et des professionnels, celles des étudiants aussi bien que des ressortissants étrangers.

Comme autre exemple d'avancée significative, citons le fait que grâce à la régularité de nos programmes et à la particularité de notre style, Culture Radio est actuellement classée parmi les dix stations de radio les plus écoutées du pays. La Sierra Léone possède environ soixante cinq stations de radio au total.

Autre accomplissement remarquable, notre fermeté et notre habileté à exhumer des dossiers critiques d'intérêt public ou national, en particulier des affaires de corruption et de violation des droits de l'Homme.

Ajoutons à cela notre aptitude à inspirer le respect au public et la façon dont nous sommes parvenus à profiler l'image de la station. Les gens nous respectent pour l'intransigeance de notre positionnement et pour le fait que nous exprimons toujours leurs points de vue. Les auditeurs de Culture Radio nous désignent comme la Voix des sans-Voix et la Station du Peuple.

Parce que de nombreuses personnes ont perdu confiance dans la justice et les services d'application des lois, ils considèrent maintenant Culture Radio comme leur dernier recours. Ainsi, la station est devenue un genre de centre de doléances que les gens inondent chaque jour de plaintes en lien avec les violences domestiques, la maltraitance au travail, le dénuement économique et l'intimidation politique entre autres choses.

La station suscite des sentiments mitigés, les fonctionnaires officiels et les personnes étroitement liées au gouvernement estiment qu'elle est anti-gouvernementale, alors que les indigents et les nécessiteux considèrent la station comme un don du ciel. C'est une bonne chose pour nous. Nous ne sommes pas tenus de plaire à tout le monde.

Par le biais du plaidoyer, nous avons mis fin à la détention illégale d'un bon nombre de personnes, notamment huit anciens employés de

l'administration fiscale (National Revenue Authority, NRA) incarcérés pour faits de corruption et placés en détention préventive pendant 18 mois, en attente de l'issue de la procédure. Notre intervention a permis leur libération. L'affaire est en cours.

Un autre de nos acquis est la faculté de régler hors antenne des différends personnels entre parties adverses, plutôt que de médiatiser le sujet sur le champ.

En tant que journalistes pour la paix, nous employons toujours la médiation en priorité, en particulier pour ce qui concerne les différends personnels. Le sujet sur lequel nous ne tolérons aucun compromis est la violation des droits de l'homme.

Nos enjeux

Notre enjeu principal concerne l'environnement politique et économique dans lequel nous opérons. Hélas, il y a deux ans, nous avons également perdu un de nos collègues chevronnés. Il s'appelait Chief Obai Wurie, et il était Directeur de Production et Présentateur de deux de nos programmes phare, Shekpendeh et Notre Histoire. Depuis sa mort, nous n'avons pas trouvé de remplaçant compétent pour lui succéder.

En une seule année, un autre de nos cadres, Theophilus Sahr Gbenda, Coordinateur de Projet et Présentateur de l'un de nos programmes populaires « Sujets Brûlants » ainsi que de « La Veille des Médias », a été arrêté et incarcéré deux fois sur ordres reçus d'en haut.

Récemment, nous avons dû suspendre temporairement l'émission « Sujets Brûlants » simplement pour éviter une confrontation directe avec les autorités sur le contenu du programme. Nous avons reçu des menaces ouvertes d'agressions physiques et de fermeture de notre station de radio au motif que nous sommes contre le gouvernement.

Une autre difficulté tient aux tentatives de nous neutraliser ou de nous forcer à changer notre positionnement. Notre Directeur Exécutif, Elijah Gegra et notre Directrice de Station, Aminata Finda Massa-

quoi, ont subi à plusieurs reprises des pressions excessives à cet égard. Jusqu'ici, nous sommes restés fermes et notre position demeure inchangée envers et contre tout.

Notre rêve à court terme est d'exploiter une chaîne de télévision qui s'appellerait Culture TV. Cela représente cependant un défi de taille.

Notre équipe

Notre équipe est ce qui nous donne force et vitalité. Nous sommes jeunes et dynamiques. Nous regroupons tribus et régions. Par dessus tout, nous nous considérons respectivement comme des partenaires utiles et par conséquent, nous poursuivons des intérêts mutuels. Nous sommes cadrés et disciplinés.